Codification administrative
À jour au 20 octobre 2026
Ce document n'a aucune valeur légale

RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 90-07-156

AVERTISSEMENT :

Le présent document constitue une codification administrative du règlement nº 90-07-156 adopté par le conseil de la municipalité de Sacré-Cœur-de-Jésus.

Cette codification intègre les modifications apportées au règlement n° 90-07-156.

Cette codification doit être considérée comme un document de travail facilitant la consultation du règlement n° 90-07-156 en y intégrant les modifications qui lui ont été apportées.

S'il y a divergence entre la présente codification administrative et le contenu du règlement n° 90-07-156 ou de ses règlements modificateurs, le texte original adopté et en vigueur est celui qui prévaut.

Liste des règlements pris en considération aux fins de cette codification administrative :

Numéro du règlement	Adoption	Entrée en vigueur
92-05-167		15 juin1992
92-12-175		20 janvier 1998
99-02-179		16 avril 1999
2004-10-193		25 novembre 2004
2005-06-204		11 août 2005
06-10-206		12 octobre 2006
2007-09-212		11 octobre 2007
2007-10-215		17 octobre 2007
2010-02-225		11 mars 2010
2010-02-226		15 avril 2010
2014-06-243		10 juillet 2014
2014-06-244		10 juillet 2014
2015-09-247		10 septembre 2015
2015-09-248		10 septembre 2015
2023-11-290	8 janvier 2024	24 janvier 2024
2025-02-299	7 avril 2025	16 mai 2025
2026-07-306	14 septembre 2026	16 octobre 2026

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES APPALACHES
MUNICIPALITÉ DE SACRÉ-CŒUR-DE-JÉSUS

RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 90-07-156

VU *les dispositions prévues à la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme (Chap. A-19-1) ;*

ATTENDU *que le Conseil juge opportun d'adopter un nouveau règlement de zonage remplaçant ainsi les dispositions contenues au règlement no. 89-08-151 et à ses amendements ;*

ATTENDU *que le projet du présent règlement a été accepté par ce Conseil le 2 avril 1990 ;*

ATTENDU *qu'une assemblée publique d'information a été tenue à East Broughton le 2 mai 1990 ;*

ATTENDU *qu'avis de motion a été régulièrement donné à la séance tenue par ce Conseil le _____;*

EN CONSEQUENCE*, il est ordonné et statué par règlement de ce Conseil ce qui suit :*

Table des matières

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DECLARATOIRES 1
1.1 BUTS DU REGLEMENT 1
1.2 TERRITOIRE ASSUJETTI 1
1.3 DOMAINE D'APPLICATION 1
1.4 PRESCRIPTIONS D'AUTRES REGLEMENTS 2
1.5 DOCUMENT ANNEXE 2
1.6 TABLEAUX, GRAPHIQUES, SCHEMAS, SYMBOLES 2
1.7 DIMENSIONS ET MESURES 2

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS INTERPRETATIVES 3
2.1 INTERPRETATION DU TEXTE 3
2.2 CONCORDANCE ENTRE LES TABLEAUX, GRAPHIQUES, SCHEMAS, SYMBOLES, PLAN DE ZONAGE ET TEXTES 3
2.3 USAGES AUTORISES 3
2.4 TERMINOLOGIE 4
2.4.1 TERMINOLOGIE RELATIVE AU CONTRÔLE DU DÉBOISEMENT 13
2.4.2 TERMINOLOGIE RELATIVE AUX DISPOSITIONS CONCERNANT LES DISTANCES SÉPARATRICES EN ZONE AGRICOLE 13
2.4.3 TERMINOLOGIE APPLICABLE AUX DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION RÉSIDENTIELLE EN ZONE AGRICOLE 15
2.4.4 TERMINOLOGIE APPLICABLE AUX DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'ÉOLIENNES… 17

CHAPITRE 3 DIVISION DU TERRITOIRE 21
3.1 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES 21
3.2 REPARTITION DU TERRITOIRE EN SECTEURS DE VOTATION 21
3.3 REGLES D'INTERPRETATION DU PLAN DE ZONAGE 21

CHAPITRE 4 CLASSES D'USAGES ET USAGES AUTORISÉS PAR ZONES 22
4.1 CLASSES D'USAGES 22
4.1.1 LE GROUPE HABITATION 22
4.1.1.1 Habitations permanentes (h1) 21
4.1.1.2 Habitations mixtes (h2) 21
4.1.1.3 Habitations unifamiliales de type maison mobile (h3) 21
4.1.1.4 Habitations saisonnières (h4) 21
4.1.1.5 Habitations situées en zone agricole dynamique (h5) 22

4.1.1.6 Habitations situées en zone agricole viable (h6) 22
4.1.1.7 Habitations situées en zone agroforestière (h7-1, h7-2) 24
4.1.1.8 Habitations situées en zone forestière (h8) 25
4.1.1.9 Abri sommaire en milieu boisé (h9) 26
4.1.2 LE GROUPE COMMERCE ET SERVICE 29
4.1.2.1 Commerces et services (c1) 26
4.1.2.2 Commerces et services liés à l'exploitation minière (c2) 26
4.1.2.3 Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3) et qui répondent aux exigences suivantes 26
4.1.2.4 Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4) et qui répondent aux conditions suivantes 27
4.1.2.5 Commerce et service récréotouristiques (c5) 27
4.1.3 LE GROUPE INDUSTRIE 30
4.1.3.1 Industries (i1) 27
4.1.3.2 Industries liées à l'exploitation minière (i2) 27
4.1.3.3 Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3) et qui répondent aux exigences suivantes 28
4.1.3.4 Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4) et qui répondent aux exigences suivantes 28
4.1.3.5 Site d'enfouissement (i5) 28
4.1.4 LE GROUPE PUBLIC ET COMMUNAUTAIRE 31
4.1.4.1 Équipements ou services communautaires (p1) 29
4.1.4.2 Services d'utilités publics (p2) 29
4.1.5 LE GROUPE AGRICOLE ET FORESTIER 32
4.1.5.1 Agriculture et sylviculture (a1) 29
4.1.6 LE GROUPE RESSOURCE MINÉRALE 32
4.1.6.1 Exploitation minière (m1) 29
4.1.6.2 Carrières et sablières (m2) 29
4.2 USAGES SPÉCIFIQUEMENT PERMIS 30
4.3 USAGES AUTORISÉS PAR ZONE 30
4.3.1 ZONES AGRICOLES DYNAMIQUES (AD) 33
4.3.2 ZONES AGRICOLES (AG) 33
4.3.3 ZONES AGROFORESTIÈRES DE TYPE 1 (AFa) 33
4.3.4 ZONES AGROFORESTIÈRES DE TYPE 2 (AFb) 34
4.3.5 ZONES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS AVEC MORCELLEMENT (IDA) 34
4.3.6 ZONES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS SANS MORCELLEMENT (IDS) 35
4.3.7 ZONES FORESTIÈRES (FOR) 36
4.3.8 ZONES MINIÈRES (M) 36
4.3.9 ZONES RÉCRÉOFORESTIÈRE (RÉCRÉFO) 37

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS NORMATIVES 38
5.1 PROTECTION DES PRISES D'EAU POTABLE 38
5.1.1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ET AUX OUVRAGES LOCALISÉS À PROXIMITÉ DES PRISES D'EAU POTABLE 38
5.1.2 IMPLANTATION D'UNE PRISE D'EAU POTABLE À PROXIMITÉ D'UN CHAMP EN CULTURE 38
5.2 NORMES RELATIVES AUX LIEUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS 38
5.2.1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX LIEUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS DANGEREUX 38
5.2.2 NORMES RELATIVES AUX LIEUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS 39
5.3 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'UNE MAISON MOBILE 39
5.4 PROTECTION DES RIVES ET DU LITTORAL 39
5.4.1 LACS ET COURS D'EAU ASSUJETTIS 39
5.4.2 AUTORISATION PRÉALABLE DES INTERVENTIONS SUR LES RIVES ET LE LITTORAL 39
5.4.3 MESURES RELATIVES AUX RIVES 40
5.4.4 MESURES RELATIVES AU LITTORAL 43
5.5 DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARGES DE RECUL ET AUX COURS 44
5.5.1 MARGE DE RECUL AVANT 44
5.5.1.1 Constructions et ouvrages prohibés dans la marge de recul avant 43
5.5.2 MARGES DE RECUL LATÉRALES POUR L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE RÉSIDENCE DANS LES AFFECTATIONS AGRICOLES DYNAMIQUES, AGRICOLES ET AGROFORESTIÈRES 45
5.5.2.1 Constructions et ouvrages prohibés dans la cour avant 45
5.6 CONTRÔLE DU DÉBOISEMENT EN FORÊT PRIVÉE 45
5.6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 45
5.6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 46
5.6.3 PROTECTION DES BOISÉS VOISINS 46
5.6.4 DÉBOISEMENT EN BORDURE D'UN CHEMIN PUBLIC 47
5.6.5 DÉBOISEMENT SUR LES PENTES DE PLUS DE 30 % 48
5.6.6 DÉBOISEMENT DANS LES AIRES DE PROTECTION DU COUVERT FORESTIER 49
5.6.6.1 Normes applicables à l'aire de protection rapprochée (0-300 mètres) 49
5.6.6.2 Normes applicables à l'aire de protection éloignée (300-500 mètres) 50
5.7 PARAMÈTRES POUR LA DÉTERMINATION DES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIFS À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE 51
5.7.1 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES AUX INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE 51
5.7.2 RECONSTRUCTION, À LA SUITE D'UN SINISTRE, D'UN BÂTIMENT D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE PROTÉGÉ PAR DES DROITS ACQUIS 52
5.7.3 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE 53

5.7.4 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME 53
5.7.5 TABLEAUX UTILISÉS POUR LES FINS DE CALCUL DES DISTANCES SÉPARATRICES 54
5.7.5.1 Nombre d'unités animales (tableau A, paramètre a) 55
5.7.5.2 Distances de base (tableau B, paramètre b) 56
5.7.5.3 Coefficient d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (tableau C, paramètre c) 61
5.7.5.4 Type de fumier (tableau D, paramètre d) 61
5.7.5.5 Type de projet (tableau E, paramètre e) 62
5.7.5.6 Facteur d'atténuation (tableau F, paramètre f) 63
5.7.6 NORMES DE LOCALISATION POUR UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE OU UN ENSEMBLE D'INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE AU REGARD D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ OU D'UN PÉRIMÈTRE D'URBANISATION EXPOSÉS AUX VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ 64
5.7.7 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX NOUVELLES RÉSIDENCES CONSTRUITES DANS LES AFFECTATIONS AGRICOLES DYNAMIQUES, AGRICOLES ET AGROFORESTIÈRES 65
5.7.7.1 Distances séparatrices relatives à une installation d'élevage existante… 65
5.7.7.2 Distances séparatrices relatives à un champ en culture 66
5.8 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION . D'ÉNERGIE ÉOLIENNE À DES FINS COMMERCIALES ET DE MESURES D'ÉOLIENNES 66
5.8.1 SPÉCIFICATION RELATIVE AU LOTISSEMENT 66
5.8.2 IMPLANTATION D'UN MÂT DE MESURE 66
5.8.3 IMPLANTATION D'ÉOLIENNES COMMERCIALES 66
5.8.4 PROTECTION DES HABITATIONS 67
5.8.5 LES IMMEUBLES PROTÉGÉS 67
5.8.6 BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE AGRICOLE, ENCLOS ET CABANE À SUCRE 67
5.8.7 PROTECTION DES ÉRABLIÈRES 67
5.8.8 CORRIDORS TOURISTIQUES 68
5.8.9 IMPLANTATION ET HAUTEUR DES ÉOLIENNES 68
5.8.10 COULEUR 69
5.8.11 IDENTIFICATION 69
5.8.12 ENFOUISSEMENT DES FILS 69
5.8.13 CHEMIN D'ACCÈS 70
5.8.14 POSTE DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ 70
5.8.15 DÉMANTÈLEMENT 71

CHAPITRE 6 CONSTRUCTIONS ET USAGES DEROGATOIRES 72
6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 72
6.2 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À UNE CONSTRUCTION DÉROGATOIRE 72
6.2.1 EXTENSION OU MODIFICATION 73

6.2.2 REMPLACEMENT....73
6.2.3 DÉPLACEMENT....74
6.2.4 RÉPARATION....74
6.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À UN USAGE DÉROGATOIRE D'UNE CONSTRUCTION....75
6.3.1 ABANDON, CESSION OU INTERRUPTION....75
6.3.2 REMPLACEMENT....75
6.3.3 EXTENSION D'UN USAGE DÉROGATOIRE....75
6.4 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À UNE UTILISATION DÉROGATOIRE DU SOL....70
6.4.1 ABANDON, CESSION OU INTERRUPTION....70
6.4.2 REMPLACEMENT....70
6.4.3 EXTENSION D'UNE UTILISATION DÉROGATOIRE DU SOL....70

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS FINALES....77
7.1 INFRACTIONS ET PEINES....77
7.2 ENTRÉE EN VIGUEUR....77
7.2.1 VALIDITÉ....77
7.2.2 RÈGLEMENT REMPLACÉ....77
7.2.3 ENTRÉE EN VIGUEUR....78

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DECLARATOIRES

1.1 BUTS DU REGLEMENT

Le règlement vise à assurer un développement rationnel, harmonieux et intégré de la Municipalité :

- En localisant les diverses fonctions, compte tenu des potentiels et des contraintes du territoire et des besoins de la population actuelle et future ;
- En consolidant la structure existante afin de rationaliser les dépenses publiques ;
- En assurant une utilisation optimale des services publics par le contrôle des densités de peuplement et de l'utilisation du sol ;
- En assurant la qualité du milieu de vie par des normes minimales de conception et d'aménagement ;
- En protégeant la ressource agricole.
- Ce règlement constitue un moyen de mise en œuvre d'une politique rationnelle d'aménagement physique de la Municipalité.

1.2 TERRITOIRE ASSUJETTI

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire sous juridiction de la Corporation.

1.3 DOMAINE D'APPLICATION

Tout lot ou partie de lot devant être occupé, de même que tout bâtiment ou partie de bâtiment et toute construction ou partie de construction devant être érigés, doivent l'être conformément aux dispositions du présent règlement. De même, toute construction ou tout terrain dont on envisage de modifier l'occupation ou l'utilisation doit se conformer aux exigences du présent règlement.

Le présent règlement touche toute personne morale de droit public ou de droit privé et tout particulier.

1.4 PRESCRIPTIONS D'AUTRES REGLEMENTS

Tout bâtiment édifié, implanté, reconstruit, agrandi, rénové ou transformé et toute parcelle de terrain ou tout bâtiment occupé ou utilisé aux fins autorisées, et de la manière prescrite dans le présent règlement, sont assujettis, en outre, aux prescriptions particulières des autres règlements municipaux qui s'y rapportent.

Lorsqu'une restriction ou une interdiction prescrite par le présent règlement ou l'une quelconque de ces dispositions se révèle incompatible ou en désaccord avec tout autre règlement ou avec une autre disposition du présent règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive doit s'appliquer.

1.5 DOCUMENT ANNEXE

(Remplacé selon R.2004-10-193, art.3), (Remplacé selon R. 2014-06-243)

Le plan de zonage numéro 2014-06-243 fait partie intégrante du présent règlement. Ce plan de zonage remplace tout plan de zonage antérieurement adopté.

1.6 TABLEAUX, GRAPHIQUES, SCHEMAS, SYMBOLES

Les tableaux, plans, graphiques, schémas et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit, contenus dans le présent règlement, en font parties intégrantes à toutes fins que de droit.

De ce fait, toute modification ou addition auxdits tableaux, plans, graphiques, schémas, symboles et normes ou autre expression doit être faite selon la même procédure à suivre que pour une modification au règlement.

1.7 DIMENSIONS ET MESURES

Toutes les dimensions et mesures employées dans le présent règlement sont exprimées en unité du Système International (SI) (système métrique).

Les facteurs de conversion suivants sont utilisés :

1 mètre = 3,28 pieds
1 centimètre = 0,39 pouce

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS INTERPRETATIVES

2.1 INTERPRETATION DU TEXTE

Les règles suivantes s'appliquent :

- Quel que soit le temps du verbe employé dans le présent règlement, toute disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances ;
- Le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que le contexte ne s'y oppose ;
- L'emploi du verbe "DEVOIR" indique une obligation absolue ; le verbe "POUVOIR" indique un sens facultatif ;
- Le genre masculin comprend le genre féminin, à moins que le contexte n'indique le contraire ;
- L'autorisation de faire une chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin.

2.2 CONCORDANCE ENTRE LES TABLEAUX, GRAPHIQUES, SCHEMAS, SYMBOLES, PLAN DE ZONAGE ET TEXTES

À moins d'indication contraire, en cas de contradiction :

- Entre le texte et un titre, le texte prévaut ;
- Entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut ;
- Entre les données d'un tableau et un graphique ou un schéma, les données du tableau prévalent.

2.3 USAGES AUTORISES

Pour déterminer les usages autorisés dans les différentes zones, les règles suivantes s'appliquent :

- Sauf indication contraire, dans une zone donnée, seuls sont autorisés les usages énumérés pour cette zone ainsi que les usages non énumérés mais de même nature ou s'inscrivant dans les cadres des normes établies par le présent règlement ;

- L'autorisation d'un usage principal pour un terrain donné implique automatiquement l'autorisation d'un usage complémentaire pour ce même terrain, et sans nécessité d'un permis additionnel à cet effet, si tel usage complémentaire a fait concurremment l'objet d'un permis émis pour l'usage principal et que mention en est faite au permis. Dans tous les autres cas, un permis est nécessaire pour l'implantation d'un usage complémentaire autorisé, selon les dispositions prévues au présent règlement.

2.4 TERMINOLOGIE

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent article ; si un mot ou un terme n'est pas spécifiquement noté à cet article, il s'emploie au sens communément attribué à ce mot ou ce terme.

AGRANDISSEMENT

Travaux ayant pour but d'augmenter la superficie de plancher ou le volume d'un bâtiment ou les dimensions de toute autre construction.

AUTORITE COMPETENTE

Désigne l'Inspecteur des bâtiments responsable de l'administration et de l'application de la réglementation d'urbanisme.

BATIMENT

Toute construction pourvue d'un toit et de murs pleins, avec ou sans fenêtre, utilisée pour abriter des êtres humains, des animaux ou des objets.

BATIMENT ACCESSOIRE (Remplacé selon R. 92-05-167, art.3)

Bâtiment secondaire détaché, ou non, du bâtiment principal et comprenant : les remises, hangars, garages privés, serres privées, abris d'autos et abris pour piscine.

Un bâtiment secondaire peut être implanté même s'il n'y a pas de bâtiment principal pourvu que l'implantation dudit bâtiment secondaire respecte les marges de recul, définies pour les bâtiments principaux, dans le présent règlement. De plus, toute autre disposition applicable aux bâtiments secondaires s'applique intégralement.

Bâtiment secondaire détaché ou non du bâtiment principal, destiné à améliorer l'utilité, la commodité et l'agrément du bâtiment principal et construit sur le même emplacement que ce dernier.

BATIMENT PRINCIPAL

Bâtiment où est exercé un usage principal, y compris une maison mobile.

CONSTRUCTION

Assemblage ordonné de matériaux reliés au sol comprenant d'une manière non limitative, les réservoirs, les pompes à essence, les bâtiments, les galeries, les perrons, les patios, piscines, etc.

CONSTRUIRE

Édifier, implanter ou reconstruire toute construction.

CORPORATION ET MUNICIPALITE

Les mots "Corporation" et "Municipalité" désignent la Corporation municipale de la Municipalité de Sacré-Coeur-de-Jésus.

COUR AVANT

Espace compris entre la ligne de propriété avant et la façade du bâtiment principal et entre les lignes latérales du lot (voir schéma no. 2).

EDIFIER

Construire, bâtir.

EMPRISE DE RUE

Terrain réservé à l'implantation d'une voie publique.

ETAGE

Un étage est le volume d'un bâtiment compris entre un plancher, un plafond et des murs. Le premier étage d'un bâtiment est celui dont plus de la moitié du volume est situé à un niveau supérieur au terrain fini, ce pourcentage étant calculé directement sur la surface extérieure des fondations.

FACADE

Le mur du bâtiment où se trouve l'entrée principale donnant sur la rue.

FOSSÉ (Ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

Un fossé est une petite dépression en long, creusée dans le sol, servant à l'écoulement des eaux de surface des terrains avoisinants, soit les fossés de chemin, les fossés de ligne qui n'égouttent que les terrains adjacents ainsi que les fossés ne servant à drainer qu'un seul terrain.

HABITATION

Bâtiment ou partie de bâtiment destiné à l'usage et à l'occupation résidentiels par une ou plusieurs personnes.

HABITATION MOBILE (Ajout selon R.99-02-179, art.3)

Habitation unifamiliale fabriquée en usine et conçue pour être habitable à l'année longue. Elle est livrée entièrement équipée (canalisation, chauffage, circuits électriques). Elle est conçue pour être déplacée sur son propre train de roulement jusqu'au lot qui lui est destiné.

La largeur minimale d'une habitation mobile est de 3,7 mètres et sa longueur minimale est de 14,6 mètres (sans compter le système d'attache). Tout type d'habitation mobile mais ayant une ou des dimensions inférieures est considérée comme une roulotte. De plus une habitation mobile ne doit servir que pour les fins auxquelles elle est fabriquée et destinée c'est à dire une résidence individuelle isolée, en aucun cas elle ne peut servir à un autre usage.

IMMUNISATION (ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

L'immunisation d'une construction, d'un ouvrage ou d'un aménagement consiste en l'application de différentes mesures permettant la protection contre des dommages qui pourraient être causés par une inondation de récurrence de 100 ans ou dont le niveau atteindrait celui correspondant à la limite de la plaine inondable pour les zones inondables cartographiées par la municipalité.

LIGNE DES HAUTES EAUX (ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

La ligne des hautes eaux est la ligne qui, aux fins de l'application des dispositions relatives à la protection des rives et du littoral des cours d'eau et des lacs, sert à délimiter le littoral et la rive des cours d'eau et des lacs.

Cette ligne des hautes eaux se situe à la ligne naturelle des hautes eaux, c'est-à-dire :

- À l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres, ou s'il n'y a pas de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau (critère botanique).

- Les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophytes incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses émergées caractéristiques des marais et marécages ouverts sur les plans d'eau.

- Dans les cas où il y a un ouvrage de retenue des eaux, à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau située en amont.

- Dans le cas où il y a un mur de soutènement légalement érigé, à compter du haut de L'ouvrage.

- À défaut de pouvoir déterminer la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci peut être localisée comme suit :

  Si l'information est disponible, à la limite des inondations de récurrence de 2 ans, laquelle est considérée équivalente à la ligne établie selon les critères botaniques définis précédemment.

LIT MOYEN DE LA RIVIÈRE (Ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

Espace du plan d'eau compris jusqu'à la limite des hautes eaux de rivières.

LITTORAL (Ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

Le littoral est cette partie des lacs et des cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne des hautes eaux vers le centre du plan d'eau.

MARGE DE RECUL AVANT

Espace compris entre la ligne de propriété avant et une ligne parallèle à celle-ci située à l'intérieur de l'emplacement (voir schéma no. 3).

MODIFIER

Agrandir, rénover ou transformer toute construction.

OPERATION CADASTRALE

Une division, une subdivision, une nouvelle subdivision, une redivisions, une annulation, une correction, un ajout ou un remplacement de numéros de lots faits en vertu de la Loi sur le cadastre (chapitre C-1) ou des articles 2174, 2174a, 2174b ou 2175 du Code civil (L.R.Q., ch. A.19.1, art. 1, 7°).

OUVRAGE (Abrogé selon R. 2004-10-193, art.4), (Remplacé par R. 2004-10-193, art.4)

Pour l'application de l'article concernant la protection de la bande riveraine du règlement de zonage, un ouvrage est un assemblage de matériaux comprenant de façon non limitative les bâtiments, les clôtures, les haies, les piscines, les patios, les aires de stationnement, les murs de soutènement, les perrons et les descentes de bateaux.

PLAINE INONDABLE (Ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

La plaine inondable est une étendue de terre occupée par un cours d'eau en période de crues. Aux fins de la présente définition, elle correspond à l'étendue géographique des secteurs vulnérables aux inondations montrés sur une carte dûment approuvée par les ministres fédéral et provincial de l'Environnement, en vertu de la convention Canada-Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, ou montrés sur une carte élaborée par les municipalités concernées et apparaissant au schéma d'aménagement de la MRC de L'Amiante et intégrée (s'il y a lieu) au présent règlement. La plaine inondable comprend deux zones :

La zone de grand courant :

- Elle correspond à une zone pouvant être inondée par crue de récurrence de vingt ans (0-20 ans).

La zone de faible courant :

- Elle correspond à la partie de la zone inondée au-delà de la limite de la zone de grand courant (0-20 ans) et jusqu'à la limite de la zone inondable (20-100 ans).

PROFONDEUR D'UN LOT OU D'UN EMPLACEMENT

Distance moyenne entre la ligne d'emprise de rue et la ligne arrière du lot ou de l'emplacement et mesurée perpendiculairement à la ligne de recul (voir schéma no. 1).

QUICONQUE

Le mot "quiconque" désigne toute personne morale ou physique.

RIVE (voir les croquis à la page suivante) (Ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

Une bande de terre qui borde les lacs et les cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement.

La rive a un minimum de 10 mètres :

- Lorsque la pente est inférieure à 30%, ou lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de moins de 5 mètres de hauteur.

La rive a un minimum de 15 mètres :

- Lorsque la pente est continue et supérieure à 30%, ou lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de plus de 5 mètres de hauteur.

(Détermination de la profondeur de la rive)

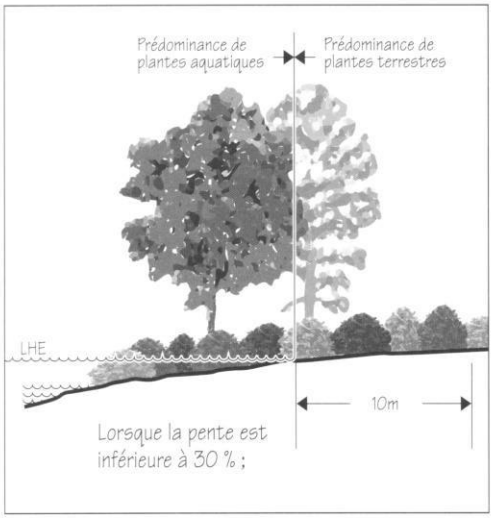
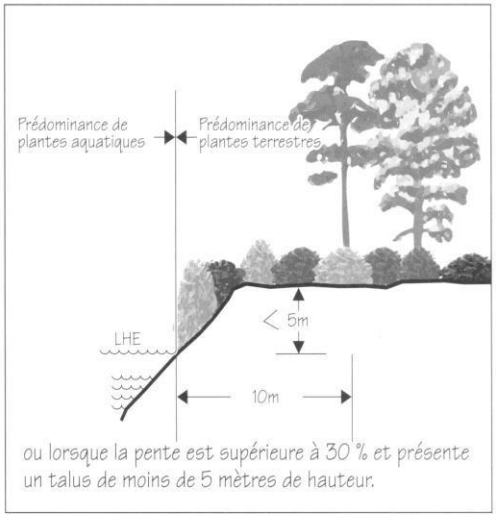


Figure 3 :
La rive a un minimum de 10 mètres de profondeur



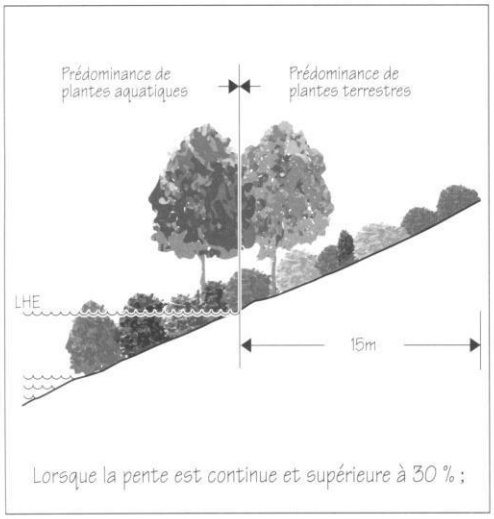
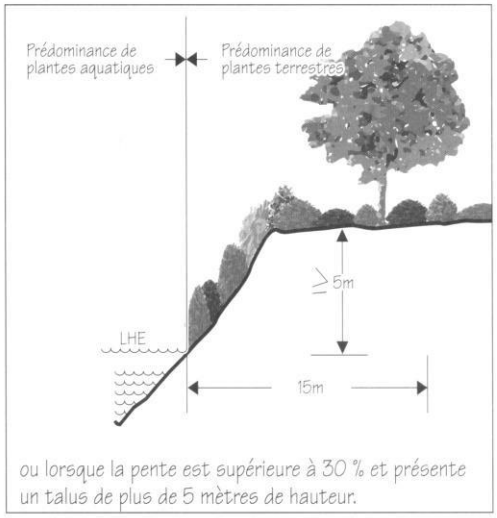


Figure 4 :
La rive a un minimum de 15 mètres de profondeur



Reproduction de Protection des rives, du littoral et des plaines inondables : Guide des bonnes pratiques, Publications du Québec, 1925.

ROULOTTE (Ajout selon R.99-02-179, art.3)

Véhicule motorisée ou non (caravane), immatriculé ou non et utilisé de façon, soit pour les voyages, soit à des fins récréationnelles (camping), soit comme roulotte de chantier, soit à des fins d'expositions temporaires. Pour être considéré comme roulotte ce type de construction doit conserver tous ces éléments lui permettant d'être déplacé et transporté. Une roulotte qui ne possède plus son système d'attache ou son moteur ou ses roues doit être considérée comme un bâtiment principal.

La largeur maximale d'une roulotte (sans compter le système d'attache) est de moins de 3,7 mètres et sa longueur est de moins de 14,6 mètres. Tout véhicule de ce type ayant une ou des dimensions supérieures doit être considéré comme une habitation mobile (h_3) et est assujetti aux dispositions relatives à cet usage.

RUE PRIVEE

Chemin n'appartenant pas à la Municipalité ou n'ayant pas été déclaré officiellement ouvert par la Municipalité.

RUE PUBLIQUE

Chemin ayant été déclaré officiellement ouvert par règlement de la Municipalité.

TRANSFORMER

Modifier les composantes d'un bâtiment sans changer la superficie d'occupation au sol, ni la hauteur du bâtiment. (Exemple : changer la disposition des pièces.)

USAGE

Fin pour laquelle un bâtiment, ou partie de bâtiment, un emplacement ou partie d'emplacement sont ou peuvent être utilisés.

USAGE COMPLEMENTAIRE

Usage couramment relié et compatible avec l'usage principal visé et contribuant à améliorer son utilité, sa commodité et son agrément.

USAGE DEROGATOIRE

Un usage est dérogatoire lorsqu'il n'est pas conforme à une ou plusieurs dispositions du présent règlement.

USAGE PRINCIPAL

Tout usage autorisé à l'intérieur d'une zone et pouvant être exercé seul sur un terrain ou dans une construction.

ZONE

Toute partie du territoire délimitée par règlement et apparaissant au plan de zonage, adopté par le présent règlement.

2.4.1 TERMINOLOGIE RELATIVE AU CONTRÔLE DU DÉBOISEMENT

(Ajout selon R. 2004-10-193, art.4)

Aux fins d'application des dispositions relatives au contrôle du déboisement, à moins que le contexte ne comporte un sens différent, les mots ou expressions qui suivent signifient :

AIRE DE PROTECTION DU COUVERT FORESTIER

Ce sont les parties boisées du territoire, situées en terres privées, qui sont adjacentes au périmètre d'urbanisation de la municipalité d'East Broughton.

Les aires de protection du couvert forestier comprennent deux (2) niveaux de protection s'étendant sur les distances suivantes (ces aires de protection sont illustrées sur le plan de zonage) :

NIVEAU DE PROTECTION DU COUVERT FORESTIER

AIRES DE PROTECTION	DISTANCES À PARTIR DE LA LIMTE DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION D'EAST BROUGHTON
Rapprochée	0 à 300 mètres
Éloignée	300 à 500 mètres

BOISÉ VOISIN

Superficie adjacente à la propriété foncière, où un certificat d'autorisation est requis, couverte d'arbres d'essence commerciale dont la hauteur moyenne est de 7 mètres et plus couvrant une profondeur de 20 mètres et plus

COUPE DE RÉCUPÉRATION

Coupe du volume de bois commercial et non commercial d'un peuplement forestier en voie De détérioration due à des chablis ou à des épidémies.

COUPE DE SUCCESSION

Coupe de bois en vue de l'amélioration d'un peuplement en récoltant les essences de l'étage supérieur tout en préservant la régénération en sous-étage et en favorisant une amélioration quant à l'espèce.

DHP

Diamètre à la hauteur de poitrine soit 1,3 mètre du sol.

ÉRABLIÈRE

Peuplement forestier feuillu comportant au moins 150 tiges d'érables à sucre ou rouges, matures à l'hectare, ayant un DHP (diamètre à la hauteur de poitrine) minimum de 20 centimètres.

TERRAIN

Un fond de terre décrit par un ou plusieurs numéros distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément aux articles 2174b et 2175 du Code civil du Bas-Canada, ou l'équivalent en vertu du Code civil du Québec, ou dans un ou plusieurs actes translatifs de propriété par tenants et aboutissants, ou par la combinaison des deux, et formant un ensemble foncier d'un seul bloc appartenant en partie ou en totalité à un même propriétaire.

TIGE DE BOIS COMMERCIALE

Arbres d'essences commerciales de plus de dix (10) centimètres de diamètre à la hauteur de la poitrine (DHP).

ARBRES D'ESSENCES COMMERCIALES

Sont considérés comme des arbres d'essences commerciales :

ESSENCES DE BOIS COMMERCIALES

ESSENCES RÉSINEUSES	ESSENCES FEUILLUES
Épinette blanche	Bouleau blanc
Épinette noire	Bouleau jaune
Épinette rouge	Caryers ovale et cordiforme
Épinette de Norvège	Cerisier tardif
Pin gris	Chêne bicolore
Mélèze laricin	Chêne blanc
Pruche de l'Est	Chêne rouge
Sapin baumier	Chêne à gros fruits
Pin blanc	Érable argenté
Pin rouge	Érable à sucre
Pin sylvestre	Érable rouge
Thuya occidental	Frênes noir et d'Amérique
	Hêtre à grandes feuilles
	Noyers noir et cendré
	Orme blanc d'Amérique
	Orme rouge
	Ostryer de Virginie
	Peuplier à grandes dents
	Peuplier faux tremble (tremble)
	Tilleul d'Amérique

2.4.2 TERMINOLOGIE RELATIVE AUX DISPOSITIONS CONCERNANT LES DISTANCES SÉPARATRICES EN ZONE AGRICOLE **(Ajout selon R. 2004-10-193, art.4)**

MAISON D'HABITATION

Une maison d'habitation, d'une superficie d'au moins 21 m^2, qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

IMMEUBLE PROTÉGÉ

- Un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture ;
- Un parc municipal ;
- Une plage publique ou une marina ;
- Le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la *Loi sur la santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2) ;
- Un établissement de camping ;

- Les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature ;
- Le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf ;
- Un temple religieux ;
- Un théâtre d'été ;
- Un établissement d'hébergement au sens du *Règlement sur les établissements touristiques,* à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire ;
- Un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur d'un permis d'exploitation à l'année, ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

SITE PATRIMONIAL PROTÉGÉ

Site patrimonial reconnu par une instance compétente et identifié au présent schéma D'aménagement.

PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain déterminée par le schéma d'aménagement de la MRC de L'Amiante.

AIRE D'ALIMENTATION EXTÉRIEURE

Une aire à l'extérieur d'un bâtiment où sont gardés, périodiquement ou de manière continue, des animaux et où ils sont nourris au moyen d'aliments provenant uniquement de l'extérieur de cette aire.

MARINA

Ensemble touristique comprenant le port de plaisance et les aménagements qui le bordent et Identifié au schéma d'aménagement de la MRC.

CAMPING

Site désigné comme tel sur un plan de zonage de la municipalité de Sacré-Coeur-de-Jésus où Par le schéma d'aménagement de la MRC.

GESTION SOLIDE

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections Animales dont la teneur en eau est inférieure à 85 % à la sortie du bâtiment.

GESTION LIQUIDE

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

INSTALLATION D'ÉLEVAGE

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

UNITÉ D'ÉLEVAGE

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

2.4.3 TERMINOLOGIE APPLICABLE AUX DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION RÉSIDENTIELLE EN ZONE AGRICOLE *(Ajout selon R. 2014-06-243, art.4)*

BORDURE D'UN COURS D'EAU ET D'UN PLAN D'EAU

On entend par bordure des plans d'eau et des cours d'eau lorsque la résidence est située à moins de 100 mètres d'un cours d'eau ou à moins de 300 mètres d'un plan d'eau.

CHAMP EN CULTURE

Champ en culture ou champ en friche susceptible d'être remis en culture en vertu du Règlement sur les exploitations agricoles (Q-2, r.26).

CHEMIN PRIVÉ

Chemin aménagé sur une propriété privée et destiné à l'usage exclusif du propriétaire.

CPTAQ

Commission de protection du territoire agricole du Québec

LPTAA

Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

PUITS

Ouvrage de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine.

TAQ

Tribunal administratif du Québec

UNITÉ FONCIÈRE

Un ou plusieurs lots ou parties de lots contigus ou qui seraient contigus selon les cas prévus aux articles 28 et 29 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et faisant partie d'un même patrimoine.

UNITÉ FONCIÈRE VACANTE

Unité foncière publiée au registre foncier du Québec sur laquelle il n'existe aucun immeuble servant à des fins d'habitation (résidence ou chalet), mais pouvant comprendre un abri sommaire, un ou des bâtiments résidentiels accessoires, bâtiments agricoles ou bâtiments commerciaux, industriels ou institutionnels.

USAGE RÉSIDENTIEL ACCESSOIRE

Usage couramment relié et compatible avec l'usage résidentiel visé et contribuant à améliorer son utilité, sa commodité et son agrément. À titre non limitatif sont des usages résidentiels accessoires : garage, remise.

UTILISATION À DES FINS RÉSIDENTIELLES

L'utilisation à des fins résidentielles comprend la résidence et ses dépendances, ainsi que ses éléments épurateurs et son ouvrage de captage des eaux souterraines.

ZONE AGRICOLE PERMANENTE

Partie du territoire d'une municipalité locale comprise dans la MRC des Appalaches, décrite aux plans et descriptions techniques élaborés et adoptés conformément aux articles 49 et 50 de la LPTAA.

2.4.4 TERMINOLOGIE APPLICABLE AUX DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'ÉOLIENNES (Ajout selon R.2023-11-290, art.4)

ABRI SOMMAIRE EN MILIEU BOISÉ

Bâtiment devant servir d'abri sur un lot boisé vacant ou un ensemble de lots boisés vacants d'une superficie minimale de 10 hectares. Ce bâtiment sommaire ne doit pas être pourvu d'eau courante et doit être constitué d'un seul plancher d'une superficie au sol n'excédant pas 20 mètres carrés.

ARPENTEUR GÉOMÈTRE

Arpenteur géomètre membre en règle de l'ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.

CHEMIN PRIVÉ

Chemin n'appartenant pas à la municipalité ou à un gouvernement supérieur, permettant l'accès, à partir d'un chemin public ou d'un autre chemin privé, aux propriétés qui en dépendent.

COMPOSANTE

Chacun des éléments ayant servi à l'assemblage des constructions (ex : machineries, Matériaux), à l'exploitation du site et à son démantèlement.

CONSTRUCTION

Tout ce qui est édifié, érigé ou construit dont l'utilisation exige un emplacement sur le sol Ou joint à quelque chose exigeant un emplacement sur le sol.

COURS D'EAU

Toutes les rivières et les ruisseaux à débit permanent et intermittent, à l'exception des fossés, notamment ceux contenus aux fichiers numériques de la base de données territoriales du Québec (BDTQ), à l'échelle 1 : 20 000 du ministère des Ressources Naturelles.

DHP

Diamètre à la hauteur de poitrine, soit 1,3 mètre du sol.

BÂTIMENT D'ÉLEVAGE

Bâtiments où sont élevés où gardés des animaux en vue d'une production. Il peut s'agir d'une porcherie, d'une étable, d'une écurie, d'une bergerie, d'un poulailler ou tout autre bâtiment de même catégorie.

ÉOLIENNE COMMERCIALE

Structure formée d'une tour, d'une nacelle et de pales, destinée à la production d'électricité par l'action du vent et reliée aux projets pour l'approvisionnement du Québec.

ÉOLIENNE DOMESTIQUE

Éolienne de moins de 25 mètres de hauteur totale et non reliée aux projets pour L'approvisionnement du Québec

ÉRABLIÈRE

Peuplement forestier feuillu comportant au moins 150 tiges d'érables à sucre ou rouge matures à l'hectare, ayant un DHP minimum de 20 centimètres.

FOSSÉ

Un fossé est une petite dépression en long creusée dans le sol, servant à l'écoulement des eaux de surface des terrains avoisinants, soient les fossés de chemin, les fossés de ligne qui n'égouttent que les terrains adjacents ainsi que les fossés ne servant à drainer qu'un seul terrain.

HABITATION

Bâtiment destiné à abriter des êtres humains et comprenant un ou plusieurs logements, incluant les chalets de villégiature, mais excluant les camps de chasse et les abris sommaires en milieu boisé.

IMMEUBLE PROTÉGÉ :

a) Un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture ;
b) Un parc municipal ;
c) Un établissement de camping ;
d) Les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la Nature ;
e) Un théâtre d'été ;

f) Sentier des Mineurs à Sacré-Cœur-de-Jésus ;
g) Grand Morne.

LOT

Fonds de terre décrit par un numéro distinct sur un plan fait et déposé conformément à la Loi sur le cadastre ou au Code civil.

MÂT DE MESURE

Construction formée d'une tour, d'instruments météorologiques et de communications, ancrée au sol et servant à recueillir les données météorologiques nécessaires à l'analyse du potentiel éolien.

NACELLE

Logement situé en haut de la tour supportant une éolienne à axe horizontale et qui Contient, entre autres, le système d'entraînement.

PARC D'ÉOLIENNES

Un regroupement de plusieurs éoliennes reliées entre elles par un réseau de câbles électriques. Un parc d'éoliennes comprend également toute l'infrastructure complémentaire à la production et au transport d'électricité incluant les chemins et le poste de raccordement à un réseau public.

PHASE DE CONSTRUCTION

La phase de construction s'échelonne depuis le début des travaux visant à aménager l'accès vers le site de l'éolienne à une autre, jusqu'à la phase de mise en service ou du début de la production de l'électricité.

PHASE D'OPÉRATION

La phase d'opération d'une éolienne s'échelonne depuis le début de sa mise en service Jusqu'à son démantèlement.

SIMULATION VISUELLE

Montage photographique montrant l'ensemble du paysage environnant, avant et après l'implantation d'une éolienne. Le montage photographique doit couvrir un horizon de 360 degrés. Les photographies doivent être prises à une hauteur de 1,5 mètre du sol.

SITE

Comprends le sol et le sous-sol de l'emplacement ayant servi à l'assemblage d'une construction, l'emprise du chemin d'accès, le réseau de transport et l'emplacement des équipements du poste de raccordement.

TERRAIN

Un fond de terre décrit par un ou plusieurs numéros distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément aux articles 2174b et 2175 du Code civil du Bas-Canada ou l'équivalent en vertu du Code civil du Québec, ou dans un ou plusieurs actes translatifs de propriété par tenants et aboutissants, ou' par la combinaison des deux, et formant un ensemble foncier d'un seul bloc appartenant en partie ou en totalité à un même propriétaire.

CHAPITRE 3 DIVISION DU TERRITOIRE

3.1 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

(Ajout selon R.99-02-179, art.4), (Remplacé selon R. 2004-10-193, art.5), (Ajout selon R. 2007-10-215, art.6), (Modifié selon R. 2014-06-243, art.5)

Pour les fins de la réglementation des usages, la Municipalité est répartie en zones ci-après énumérées, apparaissant au plan de zonage et identifiées par les lettres d'appellation ci-indiquées :

Zone agricole dynamique	AD
Zone agricole	AG
Zone agroforestière de type 1	AFa
Zone agroforestière de type 2	AFb
Zone îlot déstructuré avec morcellement	IDA
Zone îlot déstructuré sans morcellement	IDS
Zone forestière	FOR
Zone minière	M
Zone récréoforestière	Récréfo

3.2 REPARTITION DU TERRITOIRE EN SECTEURS DE VOTATION

Pour les fins de votation, les zones sont subdivisées en secteurs par un chiffre placé à la suite des lettres d'appellation de zone, et délimitées sur un plan dit "plan de zonage".

3.3 REGLES D'INTERPRETATION DU PLAN DE ZONAGE

La délimitation des zones, sur le plan de zonage, est faite à l'aide de lignes ou de tracés identifiés dans la légende du plan. Lorsqu'il n'y a pas de mesures, les distances sont prises à l'aide de l'échelle du plan. En cas d'imprécision quant à la localisation exacte de ces limites, celles-ci sont présumées coïncider avec l'une ou l'autre des lignes suivantes :

- L'axe ou le prolongement de l'axe des rues existantes, homologuées ou proposées ;
- L'axe des voies principales des chemins de fer ;
- L'axe des cours d'eau ;
- Les lignes de lotissement ou leurs prolongements ;
- Les limites de la Municipalité.

CHAPITRE 4 CLASSES D'USAGES ET USAGES AUTORISÉS PAR ZONES (Tout le chapitre est remplacé selon R. 2004-10-193, art.6)

Pour les fins du présent règlement, les usages principaux sont regroupés selon leur nature, la compatibilité de leurs caractéristiques physiques ainsi que selon leur degré d'interdépendance.

4.1 CLASSES D'USAGES

4.1.1 LE GROUPE HABITATION

Pour les fins de la présente réglementation, les logements localisés en sous-sol des habitations unifamiliales ne sont pas comptabilisés dans le calcul du nombre de logements total par bâtiment.

4.1.1.1 Habitations permanentes (h1)

Sont de cette classe d'usages, les habitations permanentes à l'exception des maisons mobiles et des habitations saisonnières.

4.1.1.2 Habitations mixtes (h2)

Sont de cette classe d'usages, les logements situés dans le même bâtiment qu'un commerce. Les deux usages doivent être autorisés dans la zone concernée.

4.1.1.3 Habitations unifamiliales de type maison mobile (h3)

Sont de cette classe d'usages, les habitations fabriquées à l'usine et transportables. Ces habitations sont conçues pour être déplacées sur leurs châssis et leurs roues jusqu'aux lots qui leurs sont destinés. Elles peuvent être installées sur des roues, des vérins, des poteaux, des pilliers ou sur une fondation permanente.

4.1.1.4 Habitations saisonnières (h4)

Sont de cette classe d'usages, des habitations unifamiliales isolées communément appelées chalet. Ce type d'habitation n'est pas conçu pour être habitable à l'année longue.

4.1.1.5 Habitations situées en zone agricole dynamique (h5)

(Remplacé selon R. 2014-06-243, art.7)

Sont de cette classe d'usages, les habitations unifamiliales isolées (incluant des maisons mobiles) situées en zone agricole dynamique et qui se conforment à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

a) Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA ;

b) Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA ;

c) Pour donner suite à une décision portant autorisation de la CPTAQ ou du TAQ à La suite d'une demande produite à la CPTAQ ;

d) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant le déplacement, sur la même unité foncière, d'une résidence bénéficiant d'une autorisation ou des droits prévus aux articles 101, 103 et 105 de la LPTAA, ou par l'article 31 ;

e) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant d'une autorisation ou de droits acquis commerciaux, industriels et institutionnels en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA.

4.1.1.6 Habitations situées en zone agricole viable (h6)

(Modifié selon R. 2010-02-226, art.3), (Remplacé selon R. 2014-06-243)

Sont de cette classe d'usages, les habitations unifamiliales isolées (incluant des maisons mobiles), ci-après nommées « résidences », situées en zone agricole et qui se conforment à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

a) Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA ;

b) Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA ;

c) Pour donner suite à une décision portant autorisation de la CPTAQ ou du TAQ à La suite d'une demande produite à la CPTAQ ;

d) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant le déplacement, sur la même unité foncière, d'une résidence bénéficiant d'une autorisation ou des droits prévus aux articles 101, 103 et 105 de la LPTAA, ou par l'article 31 ;

e) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant d'une autorisation ou de droits acquis commerciaux, industriels et institutionnels en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA ;

f) Pour permettre la construction d'une résidence sur une unité foncière vacante d'une superficie de 90 hectares et plus, déjà constituée selon les titres de propriété publiés au registre foncier le 13 juillet 2011, et demeurée vacante depuis cette date.

   L'utilisation maximale à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau. Toutefois, ces superficies peuvent être augmentées jusqu'à 5 000 mètres carrés maximum en présence d'une nouvelle résidence implantée loin d'une rue publique ou privée et nécessitant la construction d'un chemin privé. Celui-ci doit être d'une largeur minimale de 5 mètres et son aire doit être comprise dans le calcul de la superficie permise ;

g) Pour permettre la construction d'une résidence sur une unité foncière vacante d'une superficie de 90 hectares et plus, résultant du remembrement de deux ou plusieurs unités foncières vacantes déjà constituées selon les titres de propriété inscrits au registre foncier le 13 juillet 2011 et toutes demeurées vacantes depuis cette date.

   L'utilisation maximale à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau. Toutefois, ces superficies peuvent être augmentées jusqu'à 5 000 mètres carrés maximum en présence d'une nouvelle résidence implantée loin d'une rue publique ou privée et nécessitant la construction d'un chemin privé. Celui-ci doit être d'une largeur minimale de 5 mètres et son aire doit être comprise dans le calcul de la superficie permise ;

h) Pour permettre la construction d'une résidence sur une unité foncière vacante qui chevauche plus d'une affectation. La superficie totale de l'unité foncière doit être calculée pour la superficie minimale requise (90 hectares, 20 hectares ou 10 hectares), mais la résidence et toute la superficie autorisée (2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau) doivent se retrouver à l'intérieur de l'affectation où sera érigée la résidence ;

i) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant la construction d'une résidence sur une unité foncière de 90 hectares et plus, dont l'unité foncière est devenue vacante après le 13 juillet 2011. Le propriétaire devra faire la démonstration qu'il a mis en place des activités agricoles substantielles sur sa propriété et devra avoir obtenu l'appui de la MRC et de l'UPA avant de faire sa demande à la CPTAQ.

4.1.1.7 Habitations situées en zone agroforestière (h7-1, h7-2)

(Remplacé selon R. 2014-06-234, art.9)

Sont de cette classe d'usages, les habitations unifamiliales isolées (incluant des maisons mobiles), ci-après nommées « résidences », situées en zone agroforestière et qui se conforment à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

a) Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA ;

b) Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA ;

c) Pour donner suite à une décision portant autorisation de la CPTAQ ou du TAQ à La suite d'une demande produite à la CPTAQ ;

d) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant le déplacement, sur la même unité foncière, d'une résidence bénéficiant d'une autorisation ou des droits prévus aux articles 101, 103 et 105 de la LPTAA, ou par l'article 31 ;

e) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant d'une autorisation ou de droits acquis commerciaux, industriels et institutionnels en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA ;

f) Pour permettre la construction d'une résidence sur une unité foncière vacante d'une superficie de 20 hectares et plus en affectation agroforestière de type 1 ou de 10 hectares et plus en affectation agroforestière de type 2, déjà constituée selon les titres de propriété publiés au registre foncier le 13 juillet 2011, et demeurée vacante depuis cette date.

   L'utilisation maximale à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau. Toutefois, ces superficies peuvent être augmentées jusqu'à 5 000 mètres carrés maximum

En présence d'une nouvelle résidence implantée loin d'une rue publique ou privée et nécessitant la construction d'un chemin privé. Celui-ci doit être d'une largeur minimale de 5 mètres et son aire doit être comprise dans le calcul de la superficie permise ;

g) Pour permettre la construction d'une résidence sur une unité foncière vacante d'une superficie de 20 hectares et plus en affectation agroforestière de type 1 ou de 10 hectares et plus en affectation agroforestière de type 2, résultant du remembrement de deux ou plusieurs unités foncières vacantes déjà constituées selon les titres de propriété inscrits au registre foncier le 13 juillet 2011, et toutes demeurées vacantes depuis cette date.

   L'utilisation maximale à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau. Toutefois, ces superficies peuvent être augmentées jusqu'à 5 000 mètres carrés maximum en présence d'une nouvelle résidence implantée loin d'une rue publique ou privée et nécessitant la construction d'un chemin privé. Celui-ci doit être d'une largeur minimale de 5 mètres et son aire doit être comprise dans le calcul de la superficie permise ;

h) Pour permettre la construction d'une résidence sur une unité foncière vacante qui chevauche plus d'une affectation, c'est la superficie totale de l'unité foncière qui doit être calculée pour la superficie minimale requise (90 hectares, 20 hectares ou 10 hectares), mais la résidence et toute la superficie autorisée (2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau) doivent se retrouver à l'intérieur de l'affectation où sera érigée la résidence ;

i) Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ visant la construction d'une résidence sur une unité foncière de 20 hectares et plus en affectation agroforestière de type 1 ou de 10 hectares et plus en affectation agroforestière de type 2, dont l'unité foncière est devenue vacante après le 13 juillet 2011. Le propriétaire devra faire la démonstration qu'il a mis en place des activités agricoles substantielles sur sa propriété et devra avoir obtenu l'appui de la MRC et de l'UPA avant de faire sa demande à la CPTAQ.

Les habitations en zone agroforestières peuvent être de type 1 (h7-1), soit sur des unités foncières de 20 hectares et plus, de type 2 (h7-2), soit sur des unités foncières de 10 hectares et plus, tout en respectant l'une ou l'autre des conditions énumérées ci-haut.

4.1.1.8 Habitations situées en zone forestière (h8) (Ajout selon R. 2014-06-243, art.10)

Sont de cette classe d'usages, les habitations unifamiliales isolées (incluant des maisons Mobiles et des habitations saisonnières) situées en zone forestière à la condition suivante :

- L'habitation doit être érigée sur un emplacement adjacent à une rue, une route ou un chemin publics existants à l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement révisé de la MRC des Appalaches (10 octobre 2002).

4.1.1.9 Abri sommaire en milieu boisé (h9) (Modifié selon R. 2014-06-243, art.6)

Sont de cette classe d'usage des habitations qui répondent aux exigences suivantes :

Un seul bâtiment, devant servir d'abri sur un lot boisé vacant ou un ensemble de lots boisés vacants d'une superficie minimale de 10 hectares, est autorisé. Ce bâtiment sommaire ne doit pas être pourvu d'eau courante et doit être constitué d'un seul plancher d'une superficie au sol n'excédant pas 20 mètres carrés.

4.1.1.10 Usages complémentaires à un usage résidentiel dans une habitation (Ajout selon R. 2023-11-290, art.5)

Les commerces et services spécialisés et professionnels suivants intégrés à l'habitation Unifamiliale isolée :

a) Atelier d'artisan ou d'artiste ;
b) Fleuriste ;
c) Garderie en milieu familial ;
d) Fabrication alimentaire maison ;
e) Agent de voyage ;
f) Confection et réparation de vêtements à petite échelle ;
g) Bureau de professionnel (comptable, notaire, courtier d'assurance, avocat, Médecin, massothérapeute, dentiste, etc.) ;
h) Bureau d'entrepreneur (électricien, plombier, chauffage, etc.) ;
i) Salon de coiffure, de beauté, d'esthétique ou de santé ;
j) Service de secrétariat, de traduction ou de télémarketing ;
k) Service de soins de toilettage pour petits animaux ;
l) Gîtes d'au plus 5 chambres, pour un maximum de 15 personnes ;
m) Fabrication alimentaire maison ou un service de traiteur.

Ces usages complémentaires doivent respecter les normes suivantes :

i. Le bâtiment où est tenu l'usage doit être une habitation unifamiliale Isolée ;
ii. L'activité s'effectue entièrement dans un espace de l'habitation réservé À cette fin ;
iii. La ou les personnes qui exercent l'activité commerciale ou de service habitent la résidence ;
iv. Uniquement la vente de produits issus de l'activité est autorisée ;
v. Aucun étalage ou entreposage extérieur n'est permis ;
vi. Aucune vitrine ou fenêtre de montre donnant sur l'extérieur du bâtiment n'est autorisée ;
vii. L'enseigne de l'activité doit être disposée sur une plaque d'au plus 0,5 mètre carré de superficie apposée au mur du bâtiment et celle-ci ne doit pas comporter aucune réclame pour aucun produit que ce soit. Lorsque le bâtiment est situé à plus de 25 mètres d'un chemin public, une enseigne d'au plus 0,75 mètre carré avec support est autorisée en bordure de ce chemin ;
viii. À l'exception d'un gîte, l'activité n'implique l'hébergement d'aucun Client ;
ix. L'espace utilisé occupe 40 % ou moins de la superficie totale de plancher De la résidence.

4.1.1.11 Aire d'habitation intergénérationnelle (Ajout selon R. 2023-11-290, art.6)

L'aménagement d'une aire d'habitation intergénérationnelle dans une habitation unifamiliale isolée, occupée par le propriétaire, est autorisé sous réserve des conditions suivantes :

a) Une seule aire d'habitation intergénérationnelle est autorisée dans L'habitation ;
b) L'aire d'habitation est exclusivement destinée à être occupée par des personnes qui ont un lien de parenté ou d'alliance jusqu'au 3e degré, y compris par l'intermédiaire d'un conjoint de fait avec le propriétaire occupant de l'habitation.

Par exemple :

i. Les ascendants : parents, grands-parents et arrière-grands-parents ;
ii. Les descendants : enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ;
iii. Les collatéraux privilégiés : frères, sœurs, neveux et nièces ;
iv. Les collatéraux ordinaires : oncles et tantes ;

c) L'aire d'habitation intergénérationnelle ne doit pas posséder une adresse Civique distincte de l'habitation ;
d) L'aire d'habitation intergénérationnelle partage le même accès au système d'approvisionnement électrique, d'approvisionnement d'eau potable et d'évacuation d'eaux usées que le logement principal ;
e) La superficie de l'aire d'habitation intergénérationnelle ne peut être supérieure à celle du logement principal, en excluant le sous-sol ;
f) Le bâtiment doit conserver son apparence d'habitation unifamiliale ;
g) Une entrée distincte dans la cour arrière ou latérale peut être aménagée pour L'aire d'habitation intergénérationnelle ;
h) L'aire d'habitation intergénérationnelle doit être reliée et pouvoir communiquer en permanence avec le logement principal par une porte à l'intérieur de l'habitation ;
i) Une case de stationnement hors rue doit être aménagée pour l'aire d'habitation intergénérationnelle ;
j) Le ou les propriétaires de l'habitation et le ou les occupants de l'aire d'habitation intergénérationnelle doivent attester de leur lien de parenté ou d'alliance et fournir les renseignements exigés par la Municipalité.

Lorsque le propriétaire de l'immeuble vend ce dernier et que le nouveau propriétaire n'a aucun lien de parenté avec l'occupant de l'aire d'habitation intergénérationnelle, un délai de 12 mois, calculé à partir de la date de mutation, est accordé pour que le nouveau propriétaire puisse se conformer au Règlement de zonage.

Lorsque l'aire d'habitation intergénérationnelle n'est plus occupée, celle-ci doit demeurer vacante, être habitée par un nouvel occupant répondant aux exigences du présent article ou remises en conformité avec le présent règlement.

4.1.2 LE GROUPE COMMERCE ET SERVICE

4.1.2.1 Commerces et services (c1)

Sont de cette classe d'usages, les commerces et services de toute nature.

4.1.2.2 Commerces et services liés à l'exploitation minière (c2)

Sont de cette classe d'usages les commerces et services qui ont un lien direct avec l'exploitation minière et qui ne mettent pas en péril la réalisation de la finalité de l'affectation ou ne contrarient pas l'atteinte des objectifs poursuivis.
À titre indicatif et de manière non limitative sont autorisés les usages suivants :

- Vente en gros de métaux et de minéraux

4.1.2.3 Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3) et qui répondent aux exigences suivantes :

Le commerce doit être intégré à une entreprise agricole. Seule la vente de produits provenant de la production de cette entreprise agricole est autorisée.

Les services d'hébergement et de restauration sont autorisés uniquement comme usage complémentaire à une exploitation agricole ou forestière et ils doivent être opérés sur le site même de l'exploitation agricole ou forestière.

4.1.2.4 Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4) et qui répondent aux conditions suivantes :

Le commerce ou service doit offrir des produits ou des services connexes à l'agriculture ou la foresterie. L'établissement doit donc apporter un complément à l'activité agricole ou forestière par la relation fonctionnelle qu'il entretient avec l'agriculture ou la forêt.
Il doit être démontré que le lot correspond à un site comportant un minimum d'impacts sur l'agriculture.

4.1.2.5 Commerce et service récréotouristiques (c5) (Ajout selon R. 2007-10-215, art.7)

Sont de cette classe d'usages, les commerces et services directement reliés à des activités récréotouristiques. De manière non limitative sont en autres de cette classe d'usages :

Camping, autodrome terrain de golf, centre équestre, camp de vacances, table champêtre, auberge, pourvoirie ainsi que les usages complémentaires à ces types d'activités : casse-croûte, restaurants, bar, etc.)

4.1.3 LE GROUPE INDUSTRIE

4.1.3.1 Industries (i1)

Sont de cette classe d'usages, les industries de toutes natures.

4.1.3.2 Industries liées à l'exploitation minière (i2)

Sont de cette classe d'usages les industries qui ont un lien direct avec l'exploitation minière et qui ne mettent pas en péril la réalisation de la finalité de l'affectation ou ne contrarient pas l'atteinte des objectifs poursuivis.

À titre indicatif et de manière non limitative sont autorisés les usages suivants :

- Fabrique de produits de minéraux

4.1.3.3 Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3) et qui répondent aux exigences suivantes :

L'industrie doit être intégrée à une exploitation agricole ou forestière. Seule la première transformation liée aux ressources agricole ou forestière est autorisée.

4.1.3.4 Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4) et qui répondent aux exigences suivantes :

- L'activité industrielle doit être complémentaire à la transformation des ressources agricole et forestière.
- L'activité industrielle doit être située à l'intérieur d'un bâtiment existant avant l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement révisé de la MRC de L'Amiante (10 octobre 2002).
- Il doit être démontré que l'établissement ne peut être implanté dans le périmètre d'urbanisation.
- Il doit être démontré que le lot correspond à un site comportant un minimum D'impacts sur l'agriculture.

4.1.3.5 Site d'enfouissement (i5)

Sont de cette classe d'usage, tout site d'enfouissement de déchets solides, de matériaux secs ou liquides, de déchets, de détritus, de carcasses d'automobiles, à des fins commerciales ou industrielles.

4.1.4 LE GROUPE PUBLIC ET COMMUNAUTAIRE

- Le groupe public et communautaire réunit en deux (2) classes d'usages les usages servant aux organismes publics tels que :
- Les gouvernements provincial et fédéral, incluant leurs sociétés.
- Les municipalités et la MRC.
- Les régies intermunicipales.

- Les commissions scolaires.
- Les fabriques (culte).

4.1.4.1 Équipements ou services communautaires (p1)

Sont de cette classe les usages, les usages à caractère public, semi-public ou institutionnel, destinés à des activités telles que : administratives, de loisirs et de sports, éducationnelles, religieuses, communautaires ou culturelles (hôtel de ville, garage municipal, station de recherche gouvernementale, centre d'entretien du MTQ, centre d'accueil pour personnes âgées, services sociaux et médicaux, les écoles privées ou publiques, générales ou spécialisées, les garderies publiques, les églises, chapelles, presbytères, cimetières, serres communautaires).

4.1.4.2 Services d'utilités publics (p2)

Sont de cette classe d'usages, les services de nature publique ou privée comprenant entre autres : les réseaux de transport, de gaz, d'eau potable, de communication et de collecte des eaux usées.

4.1.5 LE GROUPE AGRICOLE ET FORESTIER

4.1.5.1 Agriculture et sylviculture (a1)

Sont de cette classe d'usages, tout type d'exploitation agricole et forestière.

4.1.6 LE GROUPE RESSOURCE MINÉRALE

4.1.6.1 Exploitation minière (m1)

Sont de cette classe d'usages, tout type d'exploitation minière.

4.1.6.2 Carrières et sablières (m2)

Sont de cette classe d'usages, tout type de carrière et de sablière.

4.2 USAGES SPÉCIFIQUEMENT PERMIS

Pour les fins de la présente réglementation, les parcs et terrains de jeux de propriété publique sont autorisés dans toutes les zones.

4.3 USAGES AUTORISÉS PAR ZONE

4.3.1 ZONES AGRICOLES DYNAMIQUES (AD) (Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones AD, sont autorisés les usages suivants :

- Habitations mixtes (h2)
- Habitations situées en zone agricole dynamique (h5)
- Abri sommaire en milieu boisé (h9)
- Commerce et service complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrières et sablières (m2)

4.3.2 ZONES AGRICOLES (AG) (Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones AG, sont autorisés les usages suivants :

- Habitations mixtes (h2)
- Habitations situées en zone agricole (h6)
- Abri sommaire en milieu boisé (h9)
- Commerce et service complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3)
- Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrière et sablière (m2)

4.3.3 ZONES AGROFORESTIÈRES DE TYPE 1 (AFa) (Ajout selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones AFa, sont autorisés les usages suivants :

- Habitations mixtes (h2)
- Habitations situées en zone agroforestière (h7-1)
- Abri sommaire en milieu boisé (h9)

- Commerce et service complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3)
- Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrières et sablières (m2)

4.3.4 ZONES AGROFORESTIÈRES DE TYPE 2 (AFb) (Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones AFb, sont autorisés les usages suivants :

- Habitations mixtes (h2)
- Habitations situées en zone agroforestière (h7-2)
- Abri sommaire en milieu boisé (h9)
- Commerce et service complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3)
- Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrières et sablières (m2)

4.3.5 ZONES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS AVEC MORCELLEMENT (IDA)
(Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones IDA, sont autorisés les usages suivants :

- Habitations permanentes (h1) de type unifamilial isolé
- Habitations mixtes (h2)
- Habitations unifamiliales de type maison mobile (h3)
- Habitations saisonnières (h4)
- Abri sommaire en milieu boisé (h9)
- Commerce et service complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3)
- Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4)

- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrières et sablières (m2)

4.3.6 ZONES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS SANS MORCELLEMENT (IDS)

(Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones IDS, sont autorisés les usages suivants :

- Habitations permanentes (h1) de type unifamilial isolé, sur une unité foncière vacante déjà constituée selon les titres de propriété publiés au registre foncier le 13 juillet 2011 et demeurée vacante depuis cette date. La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau.

- Habitations mixtes (h2), sur une unité foncière vacante déjà constituée selon les titres de propriété publiés au registre foncier le 13 juillet 2011 et demeurée vacante depuis cette date. La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau.

- Habitations unifamiliales de type maison mobile (h3), sur une unité foncière vacante déjà constituée selon les titres de propriété publiés au registre foncier le 13 juillet 2011 et demeurée vacante depuis cette date. La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau.

- Habitations saisonnières (h4), sur une unité foncière vacante déjà constituée selon les titres de propriété publiés au registre foncier le 13 juillet 2011 et demeurée vacante depuis cette date. La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles est de 2 787 mètres carrés ou 4 000 mètres carrés en bordure des plans d'eau et des cours d'eau.

- Abri sommaire en milieu boisé (h9)

- Commerce et service complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3)

- Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4)

- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3)

- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrières et sablières (m2)

4.3.7 ZONES FORESTIÈRES (FOR) (Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones FOR sont autorisés les usages suivants :

- Habitations mixtes (h2)
- Habitations situées en zone forestière (h8)
- Abri sommaire en milieu boisé (h9)
- Commerce et service complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liés à une entreprise agricole ou forestière (c3)
- Commerces et services complémentaires aux activités agricoles ou forestières (c4)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières et liées à une entreprise agricole ou forestière (i3)
- Industries complémentaires aux activités agricoles ou forestières (i4)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrières et sablières (m2)

4.3.8 ZONES MINIÈRES (M)

(Modifié selon R.2005-06-204, art.3), (Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones M, sont autorisés les usages suivants :

- Commerces et services liés à l'exploitation minière (c2)
- Industries (i1)
- Industries liées à l'exploitation minière (i2)
- Services d'utilités publics (p2)
- Agriculture et sylviculture (a1)
- Exploitation minière (m1)
- Carrières et sablières (m2)

4.3.9 ZONES RÉCRÉOFORESTIÈRE (RÉCRÉFO)

(Ajout selon R.2007-10-215, art.8), (Remplacé selon R. 2014-06-243, art.11)

Dans les zones Récréfo, sont autorisés les usages suivants :

- Habitations permanentes (h1) de type unifamilial
- Habitations saisonnières (h4)
- Commerce et service récréotouristiques (c5)
- Services d'utilités publics (p2)
- Exploitation minière (m1)

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS NORMATIVES

5.1 PROTECTION DES PRISES D'EAU POTABLE

(Remplacé selon R. 2004-10-193, art.5), (Modifié selon R. 2014-06-243, art.12)

5.1.1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS ET AUX OUVRAGES LOCALISÉS À PROXIMITÉ DES PRISES D'EAU POTABLE

(Modifié selon R. 2014-06-243, art.12)

Toute construction et/ou ouvrage sont prohibés dans un rayon de trente (30) mètres de toutes prises d'eau, d'installation de captage et de distribution d'eau desservant un réseau d'aqueduc privé ou public (barrage, pompes, station de distribution, etc.). Cette disposition ne s'applique pas aux constructions destinées au réseau d'aqueduc.

5.1.2 IMPLANTATION D'UNE PRISE D'EAU POTABLE À PROXIMITÉ D'UN CHAMP EN CULTURE

(Ajout selon R. 2014-06-243, art.12), (Modifié selon R. 2015-09-248, art.3)

L'implantation d'un puits desservant une nouvelle résidence, à l'intérieur de la zone agricole permanente, doit être à une distance minimale de 30 mètres d'un champ en culture.

Nonobstant ce qui précède, à l'intérieur des affectations agricoles dynamiques, agricoles et agroforestières (type 1, type 2 et type 3), l'implantation d'un puits visant à desservir une nouvelle résidence sera interdite à moins de 100 mètres d'un champ en culture[1] sur une propriété voisine. Cette distance de 100 mètres ne s'applique qu'à la partie du champ qui n'est pas grevée par un puits existant au moment de la demande d'implantation de la nouvelle résidence. De plus, si cette distance devait être modifiée, c'est la distance prévue au règlement qui deviendrait applicable.

5.2 NORMES RELATIVES AUX LIEUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

(Remplacé selon R. 2004-10-193, art.6)

5.2.1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX LIEUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS DANGEREUX

Toute modification d'usages ou toute construction sur des sites de déchets dangereux est interdite, sauf si un avis du ministère de l'Environnement atteste que l'usage projeté peut se réaliser sans porter atteinte à la sécurité publique.

---

1 Selon l'article 59 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (Q-2, r. 35.2), le stockage à même le sol de déjections animales est interdit dans les premiers 100 mètres de l'aire de protection virologique d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 3 (puits individuel) situé sur une propriété voisine lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est moyen ou élevé. Dans le cadre de la demande à portée collective, il est entendu que le principe de réciprocité est appliqué pour éviter des contraintes supplémentaires aux activités et aux exploitations agricoles.

5.2.2 NORMES RELATIVES AUX LIEUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

A l'intérieur des bandes de protection définies ci-dessous, exception faite des bâtiments et infrastructures liés à la gestion des déchets, aucune implantation résidentielle, commerciale, industrielle, institutionnelle ou agricole n'est autorisée à moins que la municipalité juge qu'une étude attestant de la sécurité des lieux est satisfaisante.

Types de site	**Bandes de protection**
Site d'enfouissement sanitaire	1 000 mètres
Site de dépôt en tranchée	500 mètres
Site de dépôt de matériaux secs	300 mètres
Sites désaffectés d'anciens dépotoirs	50 mètres

5.3 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'UNE MAISON MOBILE

(Modifié selon R.92-05-167, art.8)

Toute maison mobile est aux fins du présent règlement, assujettie aux mêmes dispositions normatives qu'une construction permanente.
Il doit y avoir fermeture du vide entre le sol et le dessous de la maison mobile et elle doit être ancrée au sol.

5.4 PROTECTION DES RIVES ET DU LITTORAL

(Remplacé selon R.2004-10-193, art.7), (Remplacé selon R.06-10-206, art.3)

5.4.1 LACS ET COURS D'EAU ASSUJETTIS

Tous les lacs et tous les cours d'eau, à débit régulier ou intermittent, sont visés par l'application des présentes dispositions. Sont toutefois exclus de la notion de cours d'eau, les fossés. Par ailleurs, en milieu forestier public, les catégories de cours d'eau sont celles définies par la réglementation sur les normes d'intervention édictée en vertu de la Loi sur les forêts.

5.4.2 AUTORISATION PRÉALABLE DES INTERVENTIONS SUR LES RIVES ET LE LITTORAL

Toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives, ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, ou qui empiètent sur le littoral, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable. Ce contrôle préalable est réalisé dans le cadre de la délivrance de permis ou d'autres formes d'autorisation, par la municipalité, le gouvernement, ses ministères ou organismes, selon leurs compétences respectives. Les autorisations préalables qui seront accordées par les autorités municipales et gouvernementales prendront en considération le cadre d'intervention prévu par les mesures relatives aux rives et celles relatives au littoral identifié aux articles ci-dessous.

Les constructions, ouvrages et travaux relatifs aux activités d'aménagement forestier, dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements, ne sont pas sujets à une autorisation préalable des municipalités.

5.4.3 MESURES RELATIVES AUX RIVES

Dans la rive, sont en principe interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux. Peuvent toutefois être permis les constructions, les ouvrages et les travaux suivants, si leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection préconisées pour les plaines inondables :

a) L'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants, utilisés à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public ;

b) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

c) La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public aux conditions suivantes :

- Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal à la suite de la création de la bande de protection de la rive et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain ;

- Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant la construction dans la rive ;

- Le lot n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain identifiée au schéma d'aménagement révisé ;

- Une bande minimale de protection de 5 mètres devra obligatoirement être conservée dans son état actuel ou préférablement retournée à l'état naturel si elle ne l'était déjà.

d) La construction ou l'érection d'un bâtiment auxiliaire ou accessoire de type garage, remise, cabanon ou piscine, est possible seulement sur la partie d'une rive qui n'est plus à l'état naturel et aux conditions suivantes :

- Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'érection de ce bâtiment auxiliaire ou accessoire, à la suite de la création de la bande de protection de la rive ;

- Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant la construction dans la rive ;

- Une bande minimale de protection de 5 mètres devra obligatoirement être conservée dans son état actuel ou préférablement retournée à l'état naturel si elle ne l'était déjà ;

- Le bâtiment auxiliaire ou accessoire devra reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.

e) Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation :

- Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements d'application ;

- La coupe d'assainissement ;

- La récolte d'arbres de 50 % des tiges de 10 centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50 % dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole ;

- La coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé ;

- La coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de 5 mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % ;

- L'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de 5 mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi qu'à l'aménagement d'un sentier ou d'un escalier qui donne accès au plan d'eau ;

- Aux fins de rétablir un couvert végétal permanent et durable, les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux nécessaires à ces fins ;

- Les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30 %.

f) La culture du sol à des fins d'exploitation agricole est permise à la condition de conserver une bande minimale de végétation de trois mètres dont la largeur est mesurée à partir de la ligne des hautes eaux ; de plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à 3 mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la bande de végétation à conserver doit inclure un minimum d'un mètre sur le haut du talus.

g) Les ouvrages et travaux suivants :

- L'installation de clôtures ;
- L'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage ;
- L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès ;
- Les équipements nécessaires à l'aquaculture ;
- Toute installation septique conforme à la réglementation sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édictée en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement ;
- Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation végétale ou mécanique tels les perrés, les gabions ou finalement les murs de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle ;
- Les puits individuels ;
- La reconstruction ou l'élargissement d'une route ou d'un chemin existant incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers ;
- Les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral conformément à l'article 5.4.4 ci-dessous ;
- Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à sa réglementation sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État.

5.4.4 MESURES RELATIVES AU LITTORAL

Sur le littoral, sont en principe interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux.

Peuvent toutefois être permis les constructions, les ouvrages et les travaux suivants, si leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection recommandées pour les plaines inondables :

a) Les quais, abris ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plates-formes flottantes ;

b) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et aux ponts ;

c) Les équipements nécessaires à l'aquaculture ;

d) Les prises d'eau ;

e) L'aménagement, à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour les prélèvements d'eau dans les cas où l'aménagement de ces canaux est assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

f) Empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive ;

g) Les travaux de nettoyage et d'entretien dans les cours d'eau, sans déblaiement, effectués par une autorité municipale conformément aux pouvoirs et devoirs qui lui sont conférés par la loi ;

h) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou pour fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1), de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) et de toute autre loi ;

i) L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et d'ouvrages existants, qui ne sont pas utilisés à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou d'accès public.

5.5 DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARGES DE RECUL ET AUX COURS

5.5.1 MARGES DE RECUL

(Modifié selon R.92-05-167, art.10), (Ajout selon R.99-02-179, art.6), (Remplacé selon R. 2004-10-193, art.8), (Ajout selon R. 2007-10-215, art.9), (Remplacé selon R. 2014-06-243, art.13) (Remplacé selon R. 2023-11-290, art.7) (Modification selon R. 2026-07-306, art. 4)

Les marges de recul relatives aux bâtiments principaux et accessoires sont les suivantes pour toutes les zones :

- Marge de recul avant : 10 mètres ;
- Marges de recul latérales et arrière : 1 mètre ou 1,5 mètre si le bâtiment contient une ou des ouvertures.

5.5.1.1 Constructions et ouvrages prohibés dans la marge de recul avant

(Remplacé selon R. 92-12-175, art.3) (Modification selon R. 2026-07-306, art. 4)

A. Règle générale

Tous les bâtiments sont prohibés dans la marge de recul avant. De plus, les piscines sont prohibées dans la marge de recul avant.

B. Exceptions à la règle générale

1. Les constructions annexes

Malgré la règle générale, les galeries, perrons et les escaliers n'empiétant pas plus de 2 mètres dans la marge de recul avant sont autorisés, en autant que l'empiètement se situe à plus de 2 mètres de l'emprise de rue. Cependant les escaliers extérieurs et autres constructions du même genre n'ont pas cette restriction, mais ne peuvent être situés à moins de 1 mètre de la limite d'emprise de rue.

2. Les garages et abris d'autos temporaires

Du 15 octobre d'une année au 15 mai de l'année suivante, un garage ou un abri d'auto temporaire est permis dans la marge de recul avant et ce, jusqu'à la limite de propriété (ligne avant de l'emplacement). Cependant, aux intersections de routes (rues ou chemins) une distance de 4,5 mètres à partir de la limite de propriété adjacente à l'emprise de la route doit être laissée libre et ce, sur une distance d'au moins 15 mètres de part et d'autre du point d'intersection des limites de propriété adjacentes à l'emprise des routes.

Lors de l'exécution des travaux d'entretien (incluant le déneigement des voies de circulation) la Corporation n'est jamais responsable des bris ou dommages occasionnés par ses équipements à un garage ou un abri

D'auto temporaire installé en tout ou en partie dans la marge de recul Avant.

5.5.2 MARGES DE RECUL LATÉRALES POUR L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE RÉSIDENCE DANS LES AFFECTATIONS AGRICOLES DYNAMIQUES, AGRICOLES ET AGROFORESTIÈRES

(Ajout selon R. 2014-06-243, art.14)

L'implantation d'une résidence sur une unité foncière vacante, située à l'intérieur des affectations agricoles dynamiques, agricoles et agroforestières, doit respecter une marge de recul minimale latérale de 30 mètres d'une limite d'une propriété voisine non résidentielle, non commerciale, non industrielle ou non institutionnelle.

5.5.2.1 Constructions et ouvrages prohibés dans la cour avant

Les piscines creusées et hors-terre sont prohibées dans la cour avant.

5.6 CONTRÔLE DU DÉBOISEMENT EN FORÊT PRIVÉE

(Ajout selon R.2004-10-193, art.9)

5.6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Quiconque, désirant effectuer des travaux forestiers consistant en une coupe de plus de 40% du volume de bois commercial sur une ou des superficies totalisant quatre (4) hectares ou plus sur une même propriété foncière par période de 5 ans, doit obtenir, au préalable, un certificat d'autorisation émis à cet effet. Cette superficie comprend le déboisement des emprises des chemins forestiers.

Toutes les aires de coupe, situées sur une même propriété et séparées par moins de cent (100) mètres, sont considérées comme d'un seul tenant. Seul le déboisement visant à prélever au plus trente pour cent (30%) du volume de bois commercial est permis par période de cinq (5) ans à l'intérieur des bandes qui séparent les aires de coupe. Une telle bande séparant les aires de coupe ne pourra faire l'objet d'abattage d'arbres par trouée (aire de coupe) tant que le nouveau peuplement n'aura pas atteint une hauteur moyenne de trois (3) mètres dans les aires de coupe existantes.

5.6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Quiconque désire réaliser des travaux forestiers, prévus aux présentes dispositions, doit au Préalable obtenir un certificat d'autorisation émis à cet effet.

Nonobstant ce qui précède, une seule demande d'autorisation est requise, lorsque le requérant effectue des travaux forestiers prévus dans les dispositions générales et prévus au présent article si ces travaux sont effectués sur une même propriété foncière à l'intérieur d'une période de 12 mois calculée à partir de la date de la demande de certificat d'autorisation.

5.6.3 PROTECTION DES BOISÉS VOISINS

A) Dans le cas d'abattage d'arbres, visant à prélever plus de quarante pour cent (40%) du volume de bois commercial (indépendamment de la superficie de l'aire de coupe), une bande boisée de vingt (20) mètres devra être préservée en bordure de toute propriété voisine actuellement boisée (boisé voisin). À l'intérieur de cette bande, il n'est permis que le déboisement visant à prélever uniformément au plus trente pour cent (30%) du volume de bois commercial par période de cinq (5) ans.

B) Dans le cas d'abattage d'arbres, visant à prélever plus de quarante pour cent (40%) du volume de bois commercial (indépendamment de la superficie de l'aire de coupe), qui est effectué le long d'une propriété voisine où une érablière est en production, une bande minimale de cinquante (50) mètres devra être laissée entre l'aire de coupe et la limite de l'érablière voisine.
Les restrictions A et B ci-dessus pourront être levées lorsque l'une des conditions suivantes est observée :

1. Le premier vingt (20) mètres du boisé voisin possède un peuplement composé de tiges dont la hauteur moyenne est de moins de sept (7) mètres ;

2. Une preuve écrite d'un protocole d'entente entre le ou les voisins concernés est déposée au fonctionnaire désigné responsable de l'application des présentes dispositions ;

3. La bande de protection se situe sur un site où l'une des interventions suivantes s'applique :

   a. Les coupes de récupération dans un peuplement où il y a plus de 50 % du volume de bois commercial qui est :

      Chablis ; dépérissant, mort ou taré à la suite d'une épidémie d'insectes, de maladie ou de verglas ;

b. Les travaux de coupes de conversion à la condition que cette opération soit suivie d'un reboisement en essences commerciales à l'intérieur d'un délai de 2 ans ;

c. Les travaux de coupes de succession à la condition que la régénération en essences commerciales, à la fin des travaux, soit répartie uniformément et en quantité d'au moins 1200 tiges à l'hectare pour les feuillus et d'au moins 1500 tiges à l'hectare pour les résineux ;

d. Les travaux de coupes d'éclaircies commerciales et les coupes progressives d'ensemencement.

Ces interventions devront obligatoirement être confirmées dans un rapport d'ingénieur forestier (prescription sylvicole). Les coûts relatifs à la production de ces documents seront entièrement assumés par le requérant.

5.6.4 DÉBOISEMENT EN BORDURE D'UN CHEMIN PUBLIC

Dans le cas visant à prélever uniformément plus de quarante pour cent (40%) du volume de bois commercial (indépendamment de la superficie), une bande boisée d'au moins vingt (20) mètres devra être préservée entre l'emprise d'une voie publique de circulation et l'assiette de coupe. À l'intérieur de cette bande seul le déboisement, visant à prélever uniformément au plus trente pour cent (30%) du volume de bois commercial, est autorisé par période de cinq (5) ans. Toutefois, cette restriction peut être levée lorsque l'une des conditions suivantes est observée :

a. La régénération dans l'assiette de coupe adjacente à cette bande boisée a atteint une hauteur moyenne de deux (2) mètres ;

b. Les travaux de coupe de conversion à la condition que cette opération soit suivie d'un reboisement en essences commerciales à l'intérieur d'un délai de 2 ans ;

c. Les travaux de coupes de succession à la condition que la régénération en essences commerciales, à la fin des travaux, soit répartie uniformément et en quantité d'au moins 1200 tiges à l'hectare pour les feuillus et d'au moins 1500 tiges à l'hectare pour les résineux ;

d. Les travaux de coupes de récupération dans un peuplement où il y a plus de 50% du volume de bois commercial qui est :

Chablis ; dépérissant, mort ou taré à la suite d'une épidémie d'insectes, de maladie ou de verglas.

e. Les travaux effectués sur une propriété foncière faisant partie d'une exploitation agricole (à l'exclusion des exploitations forestières) et visant à permettre l'utilisation des sols à des fins de production et de mise en valeur agricole. Si les superficies ainsi déboisées ne sont pas cultivées à l'intérieur d'un délai de 2 ans, elles devront obligatoirement être reboisées ;

f. Les travaux de coupes d'éclaircies commerciales et les coupes progressives d'ensemencement ;

g. Le déboisement est effectué pour des fins publiques ;

h. Le déboisement correspond à des travaux pour procéder à l'ouverture et à l'entretien de voies d'accès de ferme ou de voies d'accès à des chemins forestiers. Dans les deux (2) cas, la largeur maximale du déboisement doit être de vingt (20) mètres ;

i. Le déboisement nécessaire à l'implantation des constructions ou des ouvrages conformes aux dispositions d'un règlement de zonage et aux dispositions des autres règlements d'urbanisme de la municipalité concernée à la condition que le déboisement ne dépasse pas 5000 mètres^2 ;

j. La récolte d'arbres de Noël.

Les interventions précisées aux points b, c, d et f doivent obligatoirement être confirmées dans un rapport d'ingénieur forestier (prescription sylvicole). Les coûts relatifs à la production de ces documents seront entièrement assumés par le requérant.

5.6.5 DÉBOISEMENT SUR LES PENTES DE PLUS DE 30 %

Sur les pentes de trente pour cent (30 %) et plus, seul le déboisement visant à prélever uniformément au plus 30% du volume de bois commercial est autorisé sur une période de cinq (5) ans. Cependant, le déboisement nécessaire à la mise en place d'équipements récréatifs et à l'implantation d'équipements et d'infrastructures d'utilité publique est autorisé.

Toutefois, il est permis de procéder à la récolte de plus de 30 % du volume de bois commercial lorsqu'il y a chablis ou pour récupérer les arbres dépérissant, morts ou tarés.

5.6.6 DÉBOISEMENT DANS LES AIRES DE PROTECTION DU COUVERT FORESTIER

Les normes suivantes s'appliquent uniquement aux parties boisées (aires de protection illustrées au plan de zonage) qui sont adjacentes à un site sensible. Dans les autres cas, la règle générale s'applique. Les dispositions relatives aux pentes fortes s'appliquent prioritairement s'il y a lieu ainsi que les dispositions relatives à la protection de la rive et du littoral.

5.6.6.1 Normes applicables à l'aire de protection rapprochée (0-300 mètres)

Dans une aire de protection rapprochée (0-300 mètres) sont autorisés :

A) Le prélèvement uniforme d'au plus quarante pour cent (40%) du volume de Bois commercial par période de dix ans ;

B) Les coupes de succession sur une superficie maximale d'un (1) hectare aux conditions suivantes :

1. Chaque aire de coupe doit être séparée par une bande boisée d'au moins trente (30) mètres de large dans laquelle il est permis de récolter trente pour cent (30%) du volume de bois commercial par période de cinq (5) ans. Une telle bande, séparant les aires de coupe, ne pourra faire l'objet de coupe de succession tant que le nouveau peuplement n'aura pas atteint une hauteur moyenne de trois (3) mètres dans les aires de coupe existantes ;

2. À la fin des travaux, l'aire de coupe doit posséder une régénération uniforme en essences commerciales en quantité d'au moins 1200 tiges à l'hectare pour les feuillus et d'au moins 1500 tiges à l'hectare pour les résineux ;

C) Les coupes de récupération dans un peuplement où il y a plus de 50 % du volume de bois commercial qui est :

Chablis ; dépérissant, mort ou taré à la suite d'une épidémie d'insectes, de maladie ou de verglas ;

D) Les travaux effectués sur une propriété foncière faisant partie d'une exploitation agricole et visant à permettre l'utilisation des sols à des fins de production et de mise en valeur agricole. Si les superficies ainsi déboisées ne sont pas cultivées à l'intérieur d'un délai de 2 ans, elles devront obligatoirement être reboisées ;

E) La récolte d'arbres de Noël.

Les interventions précisées aux points B et C doivent obligatoirement être confirmées dans un rapport d'ingénieur forestier (prescription sylvicole). Les coûts relatifs à la production de ces documents seront entièrement assumés par le requérant.

Dans tous les cas, les dispositions relatives à la protection des boisés voisins doivent être Respectées lorsqu'elles sont plus restrictives que les présentes dispositions.

5.6.6.2 Normes applicables à l'aire de protection éloignée (300-500 mètres)

Dans une aire de protection éloignée (300-500 mètres) sont autorisés :

A) Le prélèvement uniforme d'au plus quarante pour cent (40%) du volume de bois Commercial par période de cinq (5) ans ;

B) Les travaux de coupes à blanc par bande ou par trouée d'une superficie maximale de 2 hectares sont autorisés. Ces aires de coupe doivent être asymétriques, s'harmoniser avec la topographie et respecter la condition suivante :

Chaque aire de coupe doit être séparée par une bande boisée d'au moins 30 mètres de large. Dans cette bande boisée, il est permis de récolter uniformément 30% du volume de bois commercial par période de cinq (5) ans. Une telle bande, séparant les aires de coupe, ne pourra faire l'objet de coupe à blanc tant que le nouveau peuplement n'aura pas atteint une hauteur moyenne de quatre (4) mètres dans les aires de coupe existantes.

C) Les coupes de succession sur une superficie maximale de deux (2) hectares aux conditions suivantes :

1. Chaque aire de coupe doit être séparée par une bande boisée d'au moins trente (30) mètres de large dans laquelle il est permis de récolter trente pour cent (30%) du volume de bois commercial par période de cinq (5) ans. Une telle bande, séparant les aires de coupe, ne pourra faire l'objet de coupe de succession tant que le nouveau peuplement n'aura pas atteint une hauteur moyenne de trois (3) mètres dans les aires de coupe existantes ;

2. À la fin des travaux, l'aire de coupe doit posséder une régénération uniforme en essences commerciales en quantité d'au moins 1200 tiges à l'hectare pour les feuillus et d'au moins 1500 tiges à l'hectare pour les résineux ;

D) Les coupes de récupération dans un peuplement où il y a plus de 50 % du volume de bois commercial qui est :

Chablis ; dépérissant, mort ou taré à la suite d'une épidémie d'insectes ou de maladie ;

E) Les travaux effectués sur une propriété foncière faisant partie d'une exploitation agricole et visant à permettre l'utilisation des sols à des fins de production et de mise en valeur agricole. Si les superficies ainsi déboisées ne sont pas cultivées à l'intérieur d'un délai de 2 ans, elles devront obligatoirement être reboisées ;

F) La récolte d'arbres de Noël.

Les interventions précisées aux points B, C et D doivent obligatoirement être confirmées dans un rapport d'ingénieur forestier (prescription sylvicole). Les coûts relatifs à la production de ces documents seront entièrement assumés par le requérant.

Dans tous les cas, les dispositions relatives à la protection des boisés voisins doivent être Respectées lorsqu'elles sont plus restrictives que les présentes dispositions.

5.7 PARAMÈTRES POUR LA DÉTERMINATION DES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIFS À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE

(Ajout selon R. 2004-10-193, art.10)

Objet :

Les dispositions suivantes ne s'intéressent qu'aux inconvénients relatifs aux odeurs dues aux pratiques agricoles et l'ensemble des paramètres proposés ne touchent pas aux aspects reliés au contrôle de la pollution. Ces dispositions n'ont pas pour effet de soustraire les producteurs et productrices agricoles à l'obligation de respecter les normes environnementales contenues dans les réglementations spécifiques du ministère de l'Environnement. Elles ne visent qu'à établir de façon optimale un procédé opportun pour déterminer des distances séparatrices propices à favoriser une cohabitation harmonieuse en milieu rural.

5.7.1 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES AUX INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE

Les distances séparatrices sont obtenues en multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G présentés ci-après.

Ces paramètres sont les suivants :

- Le paramètre A correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B. On l'établit à l'aide du tableau A qui permet son calcul.

- Le paramètre B est celui des distances de base. Il est établi en recherchant dans le tableau B la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A.

- Le paramètre C'est celui du potentiel d'odeur. Le tableau C présente le potentiel d'odeur selon le groupe ou catégorie d'animaux en cause.

- Le paramètre D correspond au type de fumier. Le tableau D fournit la valeur de ce paramètre au regard du mode de gestion des engrais de ferme.

- Le paramètre E renvoi au type de projet. Lorsqu'une unité d'élevage aura bénéficié de la totalité du droit de développement que lui confère la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles,* ou pour accroître son cheptel de plus de 75 unités animales, elle pourra bénéficier d'assouplissements au regard des distances séparatrices applicables sous réserve du tableau 5.9.5.5 jusqu'à un maximum de 225 unités animales.

- Le paramètre F est le facteur d'atténuation. Ce paramètre figure au tableau F. Il permet d'intégrer l'effet d'atténuation des odeurs résultant de la technologie utilisée.

- Le paramètre G est le facteur d'usage. Il est fonction du type d'unité de voisinage considéré. Pour établir la distance séparatrice dans un cas donné, on multiplie entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G dont la valeur varie ainsi :

    - Pour un immeuble protégé, on obtient la distance séparatrice en Multipliant l'ensemble des paramètres entre eux avec G = 1,0 ;
    - Pour une maison d'habitation, G = 0,5 ;
    - Pour un périmètre d'urbanisation, G = 1,5.

5.7.2 RECONSTRUCTION, À LA SUITE D'UN SINISTRE, D'UN BÂTIMENT D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE PROTÉGÉ PAR DES DROITS ACQUIS

Dans l'éventualité où un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis serait détruit à la suite d'un incendie ou par quelque autre cause, la municipalité devra s'assurer que le producteur visé puisse poursuivre son activité et que l'implantation du nouveau bâtiment soit réalisée en conformité avec les règlements en vigueur, de manière à améliorer la situation antérieure en ce qui a trait à la cohabitation harmonieuse avec les usages avoisinants, sous réserve de l'application d'un règlement adopté en vertu du troisième paragraphe de l'article 118 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Entre autres, les marges latérales et avant prévues à la réglementation municipale devront être respectées. S'il y a impossibilité de respecter les normes exigées dans la réglementation, une dérogation mineure aux dispositions du règlement de zonage pourrait être accordée afin de permettre la reconstruction du bâtiment principal et des constructions accessoires.

5.7.3 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE

Dans les situations où des engrais de ferme sont entreposés à l'extérieur de l'exploitation animale, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de 20 m^3. Pour trouver la valeur du paramètre A, chaque capacité de réservoir de 1000 m^3 correspond donc à 50 unités animales. L'équivalence faite, on peut trouver la valeur de B correspondante puis la formule B x C x D x E x F x G s'applique. Le tableau suivant illustre des cas où C, D, E valent 1, seul le paramètre G variant selon l'unité de voisinage dont il s'agit.

Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des lisiers[2] situés à plus de 150 Mètres d'une installation d'élevage

Capacité[3] D'entreposage (M³)	**Distances séparatrices (m)**		
	Maison d'habitation	**Immeuble protégé**	**Périmètre d'urbanisation**
1 000	148	295	443
2 000	184	367	550
3 000	208	416	624
4 000	228	456	684
5 000	245	489	734
6 000	259	517	776
7 000	272	543	815
8 000	283	566	849
9 000	294	588	882
10 000	304	607	911

5.7.4 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME

La nature des engrais de ferme de même que l'équipement utilisé sont déterminants quant aux distances séparatrices à respecter lors de l'épandage. Les distances proposées au

2 Pour les fumiers, multiplier les distances ci-dessus par 0,8.

3 Pour d'autres capacités d'entreposage, faire les calculs nécessaires en utilisant une règle de proportionnalité ou les Données du paramètre A.

Tableau suivant constituent un compromis entre les pratiques d'épandage et la protection des autres usages en milieu agricole. Depuis le 1er janvier 1998, l'utilisation du gicleur et de lance (canon) est bannie en vertu des dispositions du *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole*.

Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme[4]

(Remplacé selon R. 2014-06-243, art.15)

Type	Mode d'épandage		15 juin au 15 août		Autre temps
			Maison D'habitation	Immeuble protégé et périmètre D'urbanisation	Maison d'habitation, immeuble protégé, périmètre D'urbanisation
Lisier	Aero-aspersion (citerne)	Lisier laissé en surface plus de 24 heures	30 m	75 m	25 m
		Lisier incorporé en moins de 24 Heures	25 m	25 m	X
	Aspersion	Par rampe	25 m	25 m	X
		Par pendillard	X	X	X
	Incorporation simultanée		X	X	X
Fumier	Frais, laissé en surface plus de 24 heures		30 m	75 m	X
	Frais, incorporé en moins de 24 heures		X	X	X
	Compost		X	X	X

5.7.5 TABLEAUX UTILISÉS POUR LES FINS DE CALCUL DES DISTANCES SÉPARATRICES

5.7.5.1 Nombre d'unités animales (tableau A, paramètre a)

Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau ci-après en fonction du nombre prévu. Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale. Lorsqu'un poids est indiqué dans le tableau ci-dessous, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

4 Le X indique que l'épandage est permis jusqu'aux limites du champ.

Groupe ou catégorie d'animaux	**Nombre D'animaux Équivalent à une Unité animale**
Vache, taureau, cheval	1
Veau d'un poids de 225 à 500 kilogrammes chacun	2
Veau d'un poids inférieur à 225 kilogrammes chacun	5
Porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogrammes chacun	5
Truies et porcelets non sevrés dans l'année	4
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kilogrammes chacun	25
Poules ou coqs	125
Poulets à griller	250
Poulettes en croissance	250
Dindes à griller d'un poids de 13 kilogrammes chacune	50
Dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kilogrammes chacune	75
Dindes à griller d'un poids de 5 à 5,5 kilogrammes chacune	100
Vise femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	100
Renards femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Moutons et agneaux de l'année	4
Chèvres et les chevreaux de l'année	6
Lapins femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Cailles	1 500
Faisans	300

5.7.5.2 Distances de base (tableau B, paramètre b)

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1	86	**51**	297	**101**	368	**151**	417	**201**	456	**251**	489	**301**	518	**351**	544	**401**	567	**451**	588
2	107	**52**	299	**102**	369	**152**	418	**202**	457	**252**	490	**302**	518	**352**	544	**402**	567	**452**	588
3	122	**53**	300	**103**	370	**153**	419	**203**	458	**253**	490	**303**	519	**353**	544	**403**	568	**453**	589
4	133	**54**	302	**104**	371	**154**	420	**204**	458	**254**	491	**304**	520	**354**	545	**404**	568	**454**	589
5	143	**55**	304	**105**	372	**155**	421	**205**	459	**255**	492	**305**	520	**355**	545	**405**	568	**455**	590
6	152	**56**	306	**106**	373	**156**	421	**206**	460	**256**	492	**306**	521	**356**	546	**406**	569	**456**	590
7	159	**57**	307	**107**	374	**157**	422	**207**	461	**257**	493	**307**	521	**357**	546	**407**	569	**457**	590
8	166	**58**	309	**108**	375	**158**	423	**208**	461	**258**	493	**308**	522	**358**	547	**408**	570	**458**	591
9	172	**59**	311	**109**	377	**159**	424	**209**	462	**259**	494	**309**	522	**359**	547	**409**	570	**459**	591
10	178	**60**	312	**110**	378	**160**	425	**210**	463	**260**	495	**310**	523	**360**	548	**410**	571	**460**	592
11	183	**61**	314	**111**	379	**161**	426	**211**	463	**261**	495	**311**	523	**361**	548	**411**	571	**461**	592
12	188	**62**	315	**112**	380	**162**	426	**212**	464	**262**	496	**312**	524	**362**	549	**412**	572	**462**	592
13	193	**63**	317	**113**	381	**163**	427	**213**	465	**263**	496	**313**	524	**363**	549	**413**	572	**463**	593
14	198	**64**	319	**114**	382	**164**	428	**214**	465	**264**	497	**314**	525	**364**	550	**414**	572	**464**	593
15	202	**65**	320	**115**	383	**165**	429	**215**	466	**265**	498	**315**	525	**365**	550	**415**	573	**465**	594
16	206	**66**	322	**116**	384	**166**	430	**216**	467	**266**	498	**316**	526	**366**	551	**416**	573	**466**	594
17	210	**67**	323	**117**	385	**167**	431	**217**	467	**267**	499	**317**	526	**367**	551	**417**	574	**467**	594
18	214	**68**	325	**118**	386	**168**	431	**218**	468	**268**	499	**318**	527	**368**	552	**418**	574	**468**	595
19	218	**69**	326	**119**	387	**169**	432	**219**	469	**269**	500	**319**	527	**369**	552	**419**	575	**469**	595
20	221	**70**	328	**120**	388	**170**	433	**220**	469	**270**	501	**320**	528	**370**	553	**420**	575	**470**	596
21	225	**71**	329	**121**	389	**171**	434	**221**	470	**271**	501	**321**	528	**371**	553	**421**	575	**471**	596
22	228	**72**	331	**122**	390	**172**	435	**222**	471	**272**	502	**322**	529	**372**	554	**422**	576	**472**	596
23	231	**73**	332	**123**	391	**173**	435	**223**	471	**273**	502	**323**	530	**373**	554	**423**	576	**473**	597
24	234	**74**	333	**124**	392	**174**	436	**224**	472	**274**	503	**324**	530	**374**	554	**424**	577	**474**	597
25	237	**75**	335	**125**	393	**175**	437	**225**	473	**275**	503	**325**	531	**375**	555	**425**	577	**475**	598
26	240	**76**	336	**126**	394	**176**	438	**226**	473	**276**	504	**326**	531	**376**	555	**426**	578	**476**	598
27	243	**77**	338	**127**	395	**177**	438	**227**	474	**277**	505	**327**	532	**377**	556	**427**	578	**477**	598
28	246	**78**	339	**128**	396	**178**	439	**228**	475	**278**	505	**328**	532	**378**	556	**428**	578	**478**	599
29	249	**79**	340	**129**	397	**179**	440	**229**	475	**279**	506	**329**	533	**379**	557	**429**	579	**479**	599
30	251	**80**	342	**130**	398	**180**	441	**230**	476	**280**	506	**330**	533	**380**	557	**430**	579	**480**	600
31	254	**81**	343	**131**	399	**181**	442	**231**	477	**281**	507	**331**	534	**381**	558	**431**	580	**481**	600
32	256	**82**	344	**132**	400	**182**	442	**232**	477	**282**	507	**332**	534	**382**	558	**432**	580	**482**	600
33	259	**83**	346	**133**	401	**183**	443	**233**	478	**283**	508	**333**	535	**383**	559	**433**	581	**483**	601
34	261	**84**	347	**134**	402	**184**	444	**234**	479	**284**	509	**334**	535	**384**	559	**434**	581	**484**	601
35	264	**85**	348	**135**	403	**185**	445	**235**	479	**285**	509	**335**	536	**385**	560	**435**	581	**485**	602
36	266	**86**	350	**136**	404	**186**	445	**236**	480	**286**	510	**336**	536	**386**	560	**436**	582	**486**	602
37	268	**87**	351	**137**	405	**187**	446	**237**	481	**287**	510	**337**	537	**387**	560	**437**	582	**487**	602
38	271	**88**	352	**138**	406	**188**	447	**238**	481	**288**	511	**338**	537	**388**	561	**438**	583	**488**	603
39	273	**89**	353	**139**	406	**189**	448	**239**	482	**289**	511	**339**	538	**389**	561	**439**	583	**489**	603
40	275	**90**	355	**140**	407	**190**	448	**240**	482	**290**	512	**340**	538	**390**	562	**440**	583	**490**	604
41	277	**91**	356	**141**	408	**191**	449	**241**	483	**291**	512	**341**	539	**391**	562	**441**	584	**491**	604
42	279	**92**	357	**142**	409	**192**	450	**242**	484	**292**	513	**342**	539	**392**	563	**442**	584	**492**	604
43	281	**93**	358	**143**	410	**193**	451	**243**	484	**293**	514	**343**	540	**393**	563	**443**	585	**493**	605
44	283	**94**	359	**144**	411	**194**	451	**244**	485	**294**	514	**344**	540	**394**	564	**444**	585	**494**	605
45	285	**95**	361	**145**	412	**195**	452	**245**	486	**295**	515	**345**	541	**395**	564	**445**	586	**495**	605
46	287	**96**	362	**146**	413	**196**	453	**246**	486	**296**	515	**346**	541	**396**	564	**446**	586	**496**	606
47	289	**97**	363	**147**	414	**197**	453	**247**	487	**297**	516	**347**	542	**397**	565	**447**	586	**497**	606
48	291	**98**	364	**148**	415	**198**	454	**248**	487	**298**	516	**348**	542	**398**	565	**448**	587	**498**	607
49	293	**99**	365	**149**	415	**199**	455	**249**	488	**299**	517	**349**	543	**399**	566	**449**	587	**499**	607
50	295	**100**	367	**150**	416	**200**	456	**250**	489	**300**	517	**350**	543	**400**	566	**450**	588	**500**	607

U.A.	M	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
501	608	**551**	626	**601**	643	**651**	660	**701**	675	**751**	690	**801**	704	**851**	718	**901**	731	**951**	743
502	608	**552**	626	**602**	644	**652**	660	**702**	676	**752**	690	**802**	704	**852**	718	**902**	731	**952**	743
503	608	**553**	627	**603**	644	**653**	660	**703**	676	**753**	691	**803**	705	**853**	718	**903**	731	**953**	744
504	609	**554**	627	**604**	644	**654**	661	**704**	676	**754**	691	**804**	705	**854**	718	**904**	731	**954**	744
505	609	**555**	628	**605**	645	**655**	661	**705**	676	**755**	691	**805**	705	**855**	719	**905**	732	**955**	744
506	610	**556**	628	**606**	645	**656**	661	**706**	677	**756**	691	**806**	706	**856**	719	**906**	732	**956**	744
507	610	**557**	628	**607**	645	**657**	662	**707**	677	**757**	692	**807**	706	**857**	719	**907**	732	**957**	745
508	610	**558**	629	**608**	646	**658**	662	**708**	677	**758**	692	**808**	706	**858**	719	**908**	732	**958**	745
509	611	**559**	629	**609**	646	**659**	662	**709**	678	**759**	692	**809**	706	**859**	720	**909**	733	**959**	745
510	611	**560**	629	**610**	646	**660**	663	**710**	678	**760**	693	**810**	707	**860**	720	**910**	733	**960**	745
511	612	**561**	630	**611**	647	**661**	663	**711**	678	**761**	693	**811**	707	**861**	720	**911**	733	**961**	746
512	612	**562**	630	**612**	647	**662**	663	**712**	679	**762**	693	**812**	707	**862**	721	**912**	733	**962**	746
513	612	**563**	630	**613**	647	**663**	664	**713**	679	**763**	693	**813**	707	**863**	721	**913**	734	**963**	746
514	613	**564**	631	**614**	648	**664**	664	**714**	679	**764**	694	**814**	708	**864**	721	**914**	734	**964**	746
515	613	**565**	631	**615**	648	**665**	664	**715**	679	**765**	694	**815**	708	**865**	721	**915**	734	**965**	747
516	613	**566**	631	**616**	648	**666**	665	**716**	680	**766**	694	**816**	708	**866**	722	**916**	734	**966**	747
517	614	**567**	632	**617**	649	**667**	665	**717**	680	**767**	695	**817**	709	**867**	722	**917**	735	**967**	747
518	614	**568**	632	**618**	649	**668**	665	**718**	680	**768**	695	**818**	709	**868**	722	**918**	735	**968**	747
519	614	**569**	632	**619**	649	**669**	665	**719**	681	**769**	695	**819**	709	**869**	722	**919**	735	**969**	747
520	615	**570**	633	**620**	650	**670**	666	**720**	681	**770**	695	**820**	709	**870**	723	**920**	735	**970**	748
521	615	**571**	633	**621**	650	**671**	666	**721**	681	**771**	696	**821**	710	**871**	723	**921**	736	**971**	748
522	616	**572**	634	**622**	650	**672**	666	**722**	682	**772**	696	**822**	710	**872**	723	**922**	736	**972**	748
523	616	**573**	634	**623**	651	**673**	667	**723**	682	**773**	696	**823**	710	**873**	723	**923**	736	**973**	748
524	616	**574**	634	**624**	651	**674**	667	**724**	682	**774**	697	**824**	710	**874**	724	**924**	736	**974**	749
525	617	**575**	635	**625**	651	**675**	667	**725**	682	**775**	697	**825**	711	**875**	724	**925**	737	**975**	749
526	617	**576**	635	**626**	652	**676**	668	**726**	683	**776**	697	**826**	711	**876**	724	**926**	737	**976**	749
527	617	**577**	635	**627**	652	**677**	668	**727**	683	**777**	697	**827**	711	**877**	724	**927**	737	**977**	749
528	618	**578**	636	**628**	652	**678**	668	**728**	683	**778**	698	**828**	711	**878**	725	**928**	737	**978**	750
529	618	**579**	636	**629**	653	**679**	669	**729**	684	**779**	698	**829**	712	**879**	725	**929**	738	**979**	750
530	619	**580**	636	**630**	653	**680**	669	**730**	684	**780**	698	**830**	712	**880**	725	**930**	738	**980**	750
531	619	**581**	637	**631**	653	**681**	669	**731**	684	**781**	699	**831**	712	**881**	725	**931**	738	**981**	750
532	619	**582**	637	**632**	654	**682**	669	**732**	685	**782**	699	**832**	713	**882**	726	**932**	738	**982**	751
533	620	**583**	637	**633**	654	**683**	670	**733**	685	**783**	699	**833**	713	**883**	726	**933**	739	**983**	751
534	620	**584**	638	**634**	654	**684**	670	**734**	685	**784**	699	**834**	713	**884**	726	**934**	739	**984**	751
535	620	**585**	638	**635**	655	**685**	670	**735**	685	**785**	700	**835**	713	**885**	727	**935**	739	**985**	751
536	621	**586**	638	**636**	655	**686**	671	**736**	686	**786**	700	**836**	714	**886**	727	**936**	739	**986**	752
537	621	**587**	639	**637**	655	**687**	671	**737**	686	**787**	700	**837**	714	**887**	727	**937**	740	**987**	752
538	621	**588**	639	**638**	656	**688**	671	**738**	686	**788**	701	**838**	714	**888**	727	**938**	740	**988**	752
539	622	**589**	639	**639**	656	**689**	672	**739**	687	**789**	701	**839**	714	**889**	728	**939**	740	**989**	752
540	622	**590**	640	**640**	656	**690**	672	**740**	687	**790**	701	**840**	715	**890**	728	**940**	740	**990**	753
541	623	**591**	640	**641**	657	**691**	672	**741**	687	**791**	701	**841**	715	**891**	728	**941**	741	**991**	753
542	623	**592**	640	**642**	657	**692**	673	**742**	687	**792**	702	**842**	715	**892**	728	**942**	741	**992**	753
543	623	**593**	641	**643**	657	**693**	673	**743**	688	**793**	702	**843**	716	**893**	729	**943**	741	**993**	753
544	624	**594**	641	**644**	658	**694**	673	**744**	688	**794**	702	**844**	716	**894**	729	**944**	741	**994**	753
545	624	**595**	641	**645**	658	**695**	673	**745**	688	**795**	702	**845**	716	**895**	729	**945**	742	**995**	754
546	624	**596**	642	**646**	658	**696**	674	**746**	689	**796**	703	**846**	716	**896**	729	**946**	742	**996**	754
547	625	**597**	642	**647**	658	**697**	674	**747**	689	**797**	703	**847**	717	**897**	730	**947**	742	**997**	754
548	625	**598**	642	**648**	659	**698**	674	**748**	689	**798**	703	**848**	717	**898**	730	**948**	742	**998**	754
549	625	**599**	643	**649**	659	**699**	675	**749**	689	**799**	704	**849**	717	**899**	730	**949**	743	**999**	755
550	626	**600**	643	**650**	659	**700**	675	**750**	690	**800**	704	**850**	717	**900**	730	**950**	743	**1000**	755

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1001	755	1051	767	1101	778	1151	789	1201	800	1251	810	1301	820	1351	830	1401	839	1451	848
1002	755	1052	767	1102	778	1152	789	1202	800	1252	810	1302	820	1352	830	1402	839	1452	849
1003	756	1053	767	1103	778	1153	789	1203	800	1253	810	1303	820	1353	830	1403	840	1453	849
1004	756	1054	767	1104	779	1154	790	1204	800	1254	810	1304	820	1354	830	1404	840	1454	849
1005	756	1055	768	1105	779	1155	790	1205	800	1255	811	1305	821	1355	830	1405	840	1455	849
1006	756	1056	768	1106	779	1156	790	1206	801	1256	811	1306	821	1356	831	1406	840	1456	849
1007	757	1057	768	1107	779	1157	790	1207	801	1257	811	1307	821	1357	831	1407	840	1457	850
1008	757	1058	768	1108	780	1158	790	1208	801	1258	811	1308	821	1358	831	1408	840	1458	850
1009	757	1059	769	1109	780	1159	791	1209	801	1259	811	1309	821	1359	831	1409	841	1459	850
1010	757	1060	769	1110	780	1160	791	1210	801	1260	812	1310	822	1360	831	1410	841	1460	850
1011	757	1061	769	1111	780	1161	791	1211	802	1261	812	1311	822	1361	832	1411	841	1461	850
1012	758	1062	769	1112	780	1162	791	1212	802	1262	812	1312	822	1362	832	1412	841	1462	850
1013	758	1063	770	1113	781	1163	792	1213	802	1263	812	1313	822	1363	832	1413	841	1463	851
1014	758	1064	770	1114	781	1164	792	1214	802	1264	812	1314	822	1364	832	1414	842	1464	851
1015	758	1065	770	1115	781	1165	792	1215	802	1265	813	1315	823	1365	832	1415	842	1465	851
1016	759	1066	770	1116	781	1166	792	1216	803	1266	813	1316	823	1366	833	1416	842	1466	851
1017	759	1067	770	1117	782	1167	792	1217	803	1267	813	1317	823	1367	833	1417	842	1467	851
1018	759	1068	771	1118	782	1168	793	1218	803	1268	813	1318	823	1368	833	1418	842	1468	852
1019	759	1069	771	1119	782	1169	793	1219	803	1269	813	1319	823	1369	833	1419	843	1469	852
1020	760	1070	771	1120	782	1170	793	1220	804	1270	814	1320	824	1370	833	1420	843	1470	852
1021	760	1071	771	1121	782	1171	793	1221	804	1271	814	1321	824	1371	833	1421	843	1471	852
1022	760	1072	772	1122	783	1172	793	1222	804	1272	814	1322	824	1372	834	1422	843	1472	852
1023	760	1073	772	1123	783	1173	794	1223	804	1273	814	1323	824	1373	834	1423	843	1473	852
1024	761	1074	772	1124	783	1174	794	1224	804	1274	814	1324	824	1374	834	1424	843	1474	853
1025	761	1075	772	1125	783	1175	794	1225	805	1275	815	1325	825	1375	834	1425	844	1475	853
1026	761	1076	772	1126	784	1176	794	1226	805	1276	815	1326	825	1376	834	1426	844	1476	853
1027	761	1077	773	1127	784	1177	795	1227	805	1277	815	1327	825	1377	835	1427	844	1477	853
1028	761	1078	773	1128	784	1178	795	1228	805	1278	815	1328	825	1378	835	1428	844	1478	853
1029	762	1079	773	1129	784	1179	795	1229	805	1279	815	1329	825	1379	835	1429	844	1479	854
1030	762	1080	773	1130	784	1180	795	1230	806	1280	816	1330	826	1380	835	1430	845	1480	854
1031	762	1081	774	1131	785	1181	795	1231	806	1281	816	1331	826	1381	835	1431	845	1481	854
1032	762	1082	774	1132	785	1182	796	1232	806	1282	816	1332	826	1382	836	1432	845	1482	854
1033	763	1083	774	1133	785	1183	796	1233	806	1283	816	1333	826	1383	836	1433	845	1483	854
1034	763	1084	774	1134	785	1184	796	1234	806	1284	816	1334	826	1384	836	1434	845	1484	854
1035	763	1085	774	1135	785	1185	796	1235	807	1285	817	1335	827	1385	836	1435	845	1485	855
1036	763	1086	775	1136	786	1186	796	1236	807	1286	817	1336	827	1386	836	1436	846	1486	855
1037	764	1087	775	1137	786	1187	797	1237	807	1287	817	1337	827	1387	837	1437	846	1487	855
1038	764	1088	775	1138	786	1188	797	1238	807	1288	817	1338	827	1388	837	1438	846	1488	855
1039	764	1089	775	1139	786	1189	797	1239	807	1289	817	1339	827	1389	837	1439	846	1489	855
1040	764	1090	776	1140	787	1190	797	1240	808	1290	818	1340	828	1390	837	1440	846	1490	856
1041	764	1091	776	1141	787	1191	797	1241	808	1291	818	1341	828	1391	837	1441	847	1491	856
1042	765	1092	776	1142	787	1192	798	1242	808	1292	818	1342	828	1392	837	1442	847	1492	856
1043	765	1093	776	1143	787	1193	798	1243	808	1293	818	1343	828	1393	838	1443	847	1493	856
1044	765	1094	776	1144	787	1194	798	1244	808	1294	818	1344	828	1394	838	1444	847	1494	856
1045	765	1095	777	1145	788	1195	798	1245	809	1295	819	1345	828	1395	838	1445	847	1495	856
1046	766	1096	777	1146	788	1196	799	1246	809	1296	819	1346	829	1396	838	1446	848	1496	857
1047	766	1097	777	1147	788	1197	799	1247	809	1297	819	1347	829	1397	838	1447	848	1497	857
1048	766	1098	777	1148	788	1198	799	1248	809	1298	819	1348	829	1398	839	1448	848	1498	857
1049	766	1099	778	1149	789	1199	799	1249	809	1299	819	1349	829	1399	839	1449	848	1499	857
1050	767	1100	778	1150	789	1200	799	1250	810	1300	820	1350	829	1400	839	1450	848	1500	857

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1501	857	**1551**	866	**1601**	875	**1651**	884	**1701**	892	**1751**	900	**1801**	908	**1851**	916	**1901**	923	**1951**	931
1502	858	**1552**	867	**1602**	875	**1652**	884	**1702**	892	**1752**	900	**1802**	908	**1852**	916	**1902**	924	**1952**	931
1503	858	**1553**	867	**1603**	875	**1653**	884	**1703**	892	**1753**	900	**1803**	908	**1853**	916	**1903**	924	**1953**	931
1504	858	**1554**	867	**1604**	876	**1654**	884	**1704**	892	**1754**	900	**1804**	908	**1854**	916	**1904**	924	**1954**	931
1505	858	**1555**	867	**1605**	876	**1655**	884	**1705**	892	**1755**	901	**1805**	909	**1855**	916	**1905**	924	**1955**	932
1506	858	**1556**	867	**1606**	876	**1656**	884	**1706**	893	**1756**	901	**1806**	909	**1856**	917	**1906**	924	**1956**	932
1507	859	**1557**	867	**1607**	876	**1657**	885	**1707**	893	**1757**	901	**1807**	909	**1857**	917	**1907**	924	**1957**	932
1508	859	**1558**	868	**1608**	876	**1658**	885	**1708**	893	**1758**	901	**1808**	909	**1858**	917	**1908**	925	**1958**	932
1509	859	**1559**	868	**1609**	876	**1659**	885	**1709**	893	**1759**	901	**1809**	909	**1859**	917	**1909**	925	**1959**	932
1510	859	**1560**	868	**1610**	877	**1660**	885	**1710**	893	**1760**	901	**1810**	909	**1860**	917	**1910**	925	**1960**	932
1511	859	**1561**	868	**1611**	877	**1661**	885	**1711**	893	**1761**	902	**1811**	910	**1861**	917	**1911**	925	**1961**	933
1512	859	**1562**	868	**1612**	877	**1662**	885	**1712**	894	**1762**	902	**1812**	910	**1862**	917	**1912**	925	**1962**	933
1513	860	**1563**	868	**1613**	877	**1663**	886	**1713**	894	**1763**	902	**1813**	910	**1863**	918	**1913**	925	**1963**	933
1514	860	**1564**	869	**1614**	877	**1664**	886	**1714**	894	**1764**	902	**1814**	910	**1864**	918	**1914**	925	**1964**	933
1515	860	**1565**	869	**1615**	877	**1665**	886	**1715**	894	**1765**	902	**1815**	910	**1865**	918	**1915**	926	**1965**	933
1516	860	**1566**	869	**1616**	878	**1666**	886	**1716**	894	**1766**	902	**1816**	910	**1866**	918	**1916**	926	**1966**	933
1517	860	**1567**	869	**1617**	878	**1667**	886	**1717**	894	**1767**	903	**1817**	910	**1867**	918	**1917**	926	**1967**	933
1518	861	**1568**	869	**1618**	878	**1668**	886	**1718**	895	**1768**	903	**1818**	911	**1868**	918	**1918**	926	**1968**	934
1519	861	**1569**	870	**1619**	878	**1669**	887	**1719**	895	**1769**	903	**1819**	911	**1869**	919	**1919**	926	**1969**	934
1520	861	**1570**	870	**1620**	878	**1670**	887	**1720**	895	**1770**	903	**1820**	911	**1870**	919	**1920**	926	**1970**	934
1521	861	**1571**	870	**1621**	878	**1671**	887	**1721**	895	**1771**	903	**1821**	911	**1871**	919	**1921**	927	**1971**	934
1522	861	**1572**	870	**1622**	879	**1672**	887	**1722**	895	**1772**	903	**1822**	911	**1872**	919	**1922**	927	**1972**	934
1523	861	**1573**	870	**1623**	879	**1673**	887	**1723**	895	**1773**	904	**1823**	911	**1873**	919	**1923**	927	**1973**	934
1524	862	**1574**	870	**1624**	879	**1674**	887	**1724**	896	**1774**	904	**1824**	912	**1874**	919	**1924**	927	**1974**	934
1525	862	**1575**	871	**1625**	879	**1675**	888	**1725**	896	**1775**	904	**1825**	912	**1875**	919	**1925**	927	**1975**	935
1526	862	**1576**	871	**1626**	879	**1676**	888	**1726**	896	**1776**	904	**1826**	912	**1876**	920	**1926**	927	**1976**	935
1527	862	**1577**	871	**1627**	879	**1677**	888	**1727**	896	**1777**	904	**1827**	912	**1877**	920	**1927**	927	**1977**	935
1528	862	**1578**	871	**1628**	880	**1678**	888	**1728**	896	**1778**	904	**1828**	912	**1878**	920	**1928**	928	**1978**	935
1529	862	**1579**	871	**1629**	880	**1679**	888	**1729**	896	**1779**	904	**1829**	912	**1879**	920	**1929**	928	**1979**	935
1530	863	**1580**	871	**1630**	880	**1680**	888	**1730**	897	**1780**	905	**1830**	913	**1880**	920	**1930**	928	**1980**	935
1531	863	**1581**	872	**1631**	880	**1681**	889	**1731**	897	**1781**	905	**1831**	913	**1881**	920	**1931**	928	**1981**	936
1532	863	**1582**	872	**1632**	880	**1682**	889	**1732**	897	**1782**	905	**1832**	913	**1882**	921	**1932**	928	**1982**	936
1533	863	**1583**	872	**1633**	880	**1683**	889	**1733**	897	**1783**	905	**1833**	913	**1883**	921	**1933**	928	**1983**	936
1534	863	**1584**	872	**1634**	881	**1684**	889	**1734**	897	**1784**	905	**1834**	913	**1884**	921	**1934**	928	**1984**	936
1535	864	**1585**	872	**1635**	881	**1685**	889	**1735**	897	**1785**	905	**1835**	913	**1885**	921	**1935**	929	**1985**	936
1536	864	**1586**	872	**1636**	881	**1686**	889	**1736**	898	**1786**	906	**1836**	913	**1886**	921	**1936**	929	**1986**	936
1537	864	**1587**	873	**1637**	881	**1687**	890	**1737**	898	**1787**	906	**1837**	914	**1887**	921	**1937**	929	**1987**	936
1538	864	**1588**	873	**1638**	881	**1688**	890	**1738**	898	**1788**	906	**1838**	914	**1888**	921	**1938**	929	**1988**	937
1539	864	**1589**	873	**1639**	881	**1689**	890	**1739**	898	**1789**	906	**1839**	914	**1889**	922	**1939**	929	**1989**	937
1540	864	**1590**	873	**1640**	882	**1690**	890	**1740**	898	**1790**	906	**1840**	914	**1890**	922	**1940**	929	**1990**	937
1541	865	**1591**	873	**1641**	882	**1691**	890	**1741**	898	**1791**	906	**1841**	914	**1891**	922	**1941**	930	**1991**	937
1542	865	**1592**	873	**1642**	882	**1692**	890	**1742**	899	**1792**	907	**1842**	914	**1892**	922	**1942**	930	**1992**	937
1543	865	**1593**	874	**1643**	882	**1693**	891	**1743**	899	**1793**	907	**1843**	915	**1893**	922	**1943**	930	**1993**	937
1544	865	**1594**	874	**1644**	882	**1694**	891	**1744**	899	**1794**	907	**1844**	915	**1894**	922	**1944**	930	**1994**	937
1545	865	**1595**	874	**1645**	883	**1695**	891	**1745**	899	**1795**	907	**1845**	915	**1895**	923	**1945**	930	**1995**	938
1546	865	**1596**	874	**1646**	883	**1696**	891	**1746**	899	**1796**	907	**1846**	915	**1896**	923	**1946**	930	**1996**	938
1547	866	**1597**	874	**1647**	883	**1697**	891	**1747**	899	**1797**	907	**1847**	915	**1897**	923	**1947**	930	**1997**	938
1548	866	**1598**	875	**1648**	883	**1698**	891	**1748**	899	**1798**	907	**1848**	915	**1898**	923	**1948**	931	**1998**	938
1549	866	**1599**	875	**1649**	883	**1699**	891	**1749**	900	**1799**	908	**1849**	915	**1899**	923	**1949**	931	**1999**	938
1550	866	**1600**	875	**1650**	883	**1700**	892	**1750**	900	**1800**	908	**1850**	916	**1900**	923	**1950**	931	**2000**	938

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
2001	93B	**2051**	946	2101	953	2151	960	2201	967	2251	974	2301	981	2351	987	2401	994	**2451**	1000
2002	939	2052	946	2102	953	2152	960	2202	967	**2252**	974	2302	981	2352	987	2402	994	2452	1000
2003	939	2053	946	2103	953	2153	960	2203	967	2253	974	2303	981	2353	987	2403	994	**2453**	1000
2004	839	2054	946	**2104**	953	2154	960	2204	967	**2254**	974	**2304**	981	2354	988	**2404**	994	**2454**	1001
2005	939	**2055**	946	2105	953	2155	961	2205	967	**2255**	974	2305	981	**2355**	988	**2405**	994	**2455**	1001
2006	939	2056	946	**2106**	954	2156	961	2206	968	**2256**	974	2306	981	2356	988	2406	994	**2456**	1001
2007	939	2057	947	2107	954	2157	961	2207	968	2257	975	2307	961	2357	988	2407	994	2457	1001
2008	939	**2058**	947	**2108**	954	**2158**	961	2208	968	**2258**	975	2308	981	2358	988	**2408**	995	**2458**	1001
2009	940	2059	947	2109	954	2159	961	2209	968	2259	975	2309	982	2359	988	2409	995	2459	1001
2010	940	2060	947	2110	954	2160	961	2210	968	2260	975	2310	982	2360	988	2410	995	2460	1001
2011	940	2061	947	2111	954	2161	961	2211	968	2261	975	2311	982	2361	988	2411	995	2461	1001
2012	940	2062	947	2112	954	2162	962	2212	968	2262	975	2312	982	2362	989	2412	995	2462	1002
2013	940	2063	947	2113	955	2163	962	2213	969	2263	975	2313	982	2363	989	2413	995	2463	1002
2014	940	2064	948	2114	955	2164	962	2214	969	2264	976	2314	982	2364	989	2414	995	**2464**	1002
2015	941	**2065**	948	**2115**	955	**2165**	962	**2215**	969	**2265**	976	**2315**	982	**2365**	889	**2415**	995	**2465**	1002
2016	941	**2066**	948	**2116**	955	**2166**	962	**2216**	969	**2266**	976	**2316**	983	**2366**	989	**2416**	996	**2466**	1002
2017	941	**2067**	948	**2117**	955	**2167**	962	2217	969	**2267**	976	2317	983	**2367**	989	**2417**	996	**2467**	1002
2018	941	**2068**	948	**2118**	955	**2168**	962	**2218**	969	**2268**	976	**2318**	963	**2368**	989	**2418**	996	**2468**	1002
2019	941	**2069**	948	**2119**	955	**2169**	962	**2219**	969	**2269**	976	2319	983	**2369**	990	**2419**	996	**2469**	1002
2020	941	**2070**	948	**2120**	956	**2170**	963	**2220**	970	**2270**	976	**2320**	983	**2370**	990	**2420**	996	**2470**	1003
2021	**941**	**2071**	948	**2121**	956	**2171**	963	**2221**	970	**2271**	976	**2321**	983	**2371**	990	**2421**	996	**2471**	1003
2022	942	**2072**	949	**2122**	956	**2172**	963	**2222**	970	**2272**	977	**2322**	983	2372	990	**2422**	996	**2472**	1003
2023	942	**2073**	949	**2123**	956	2173	963	**2223**	970	**2273**	977	**2323**	983	**2373**	990	**2423**	997	**2473**	1003
2024	942	**2074**	949	**2124**	956	**2174**	963	**2224**	970	**2274**	977	**2324**	984	**2374**	990	**2424**	997	**2474**	1003
2025	942	**2075**	949	**2125**	956	**2175**	963	**2225**	970	**2275**	977	**2325**	984	**2375**	990	**2425**	997	**2475**	1003
2026	942	**2076**	949	**2126**	956	**2176**	963	**2226**	970	**2276**	977	**2326**	984	**2376**	990	**2426**	997	**2476**	1003
2027	942	**2077**	949	**2127**	957	2177	964	**2227**	971	**2277**	977	**2327**	984	**2377**	991	**2427**	997	**2477**	1003
2028	942	**2078**	950	**2128**	957	**2178**	964	**2228**	971	**2278**	977	**2328**	984	**2378**	991	**2428**	997	**2478**	**1004**
2029	943	**2079**	950	**2129**	957	**2179**	964	**2229**	971	**2279**	978	**2329**	984	**2379**	991	**2429**	997	**2479**	1004
2030	943	**2080**	950	**2130**	957	**2180**	964	**2230**	971	**2280**	978	**2330**	984	**2380**	991	**2430**	997	**2480**	1004
2031	943	**2081**	950	**2131**	957	**2181**	964	**2231**	971	**2281**	978	**2331**	985	**2381**	991	**2431**	998	**2481**	1004
2032	943	**2082**	950	**2132**	957	**2182**	964	**2232**	971	**2282**	978	**2332**	985	**2382**	991	**2432**	998	**2482**	1004
2033	943	**2083**	950	**2133**	957	**2183**	964	**2233**	971	**2283**	978	**2333**	985	**2383**	991	**2433**	998	**2483**	1004
2034	943	**2084**	951	**2134**	958	**2184**	965	**2234**	971	**2284**	978	**2334**	985	**2384**	991	**2434**	998	**2484**	1004
2035	943	**2085**	851	**2135**	958	**2185**	965	**2235**	972	**2285**	978	**2335**	985	**2385**	992	**2435**	998	**2485**	1004
2036	944	**2086**	951	**2136**	958	**2186**	965	**2236**	972	**2286**	978	**2336**	985	**2386**	992	**2436**	998	**2486**	1005
2037	944	**2087**	951	**2137**	958	**2187**	965	**2237**	972	**2287**	979	**2337**	985	**2387**	992	**2437**	998	**2487**	1005
2038	944	**2088**	951	**2138**	958	**2188**	965	**2238**	972	**2288**	979	**2338**	985	**2388**	992	**2438**	998	**2488**	1005
2039	944	**2089**	951	**2139**	958	**2189**	965	**2239**	972	**2289**	979	**2339**	986	**2389**	992	**2439**	999	**2489**	1005
2040	944	**2090**	951	**2140**	958	**2190**	965	**2240**	972	**2290**	979	**2340**	986	**2390**	992	**2440**	999	**2490**	1005
2041	944	**2091**	952	**2141**	959	**2191**	**966**	**2241**	972	**2291**	979	**2341**	986	**2391**	992	**2441**	999	**2491**	1005
2042	944	**2092**	952	**2142**	959	**2192**	966	**2242**	973	**2292**	979	**2342**	986	**2392**	993	**2442**	999	**2492**	1005
2043	945	**2093**	952	**2143**	959	**2193**	966	**2243**	973	**2293**	979	**2343**	986	**2393**	993	**2443**	999	**2493**	1005
2044	945	**2094**	952	**2144**	959	**2194**	966	**2244**	973	**2294**	980	**2344**	986	**2394**	993	**2444**	999	**2494**	1006
2045	945	**2095**	952	**2145**	959	**2195**	966	**2245**	973	**2295**	980	**2345**	986	**2395**	993	**2445**	999	**2495**	1006
2046	945	**2096**	952	**2146**	958	**2196**	866	**2246**	973	**2296**	980	**2346**	986	**2396**	993	**2446**	999	**2496**	1006
2047	945	2097	952	**2147**	959	**2197**	966	**2247**	973	**2297**	980	**2347**	987	**2397**	993	**2447**	1000	**2497**	1006
2048	945	**2098**	952	**2148**	960	**2198**	967	**2248**	973	**2298**	980	**2348**	987	**2398**	993	**2448**	1000	**2498**	1006
2049	945	**2099**	953	**2149**	960	**2199**	967	**2249**	973	**2299**	980	**2349**	987	**2399**	993	**2449**	1000	**2499**	1006
2050	**946**	**2100**	953	**2150**	960	**2200**	967	**2250**	974	**2300**	980	**2350**	987	**2400**	994	**2450**	1000	**2500**	1006

5.7.5.3 Coefficient d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (tableau C, Paramètre c)[5]

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C
Bovin de boucherie	
- Dans un bâtiment fermé	0,7
- Sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Bovin laitier	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons	
- Dans un bâtiment fermé	0,7
- Sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules	
- Poules pondeuses en cage	0,8
- Poules pour la reproduction	0,8
- Poules à griller / gros poulets	0,7
- Poulettes	0,7
Renards	1,1
Veaux lourds	
- Veaux de lait	1,0
- Veaux de grain	0,8
Visons	1,1

5.7.5.4 Type de fumier (tableau D, paramètre d)

Mode de gestion des engrais de ferme	Paramètre D
Gestion solide	
Bovins de boucherie et laitiers, chevaux, moutons et chèvres	0,6
Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
Bovins de boucherie et laitiers	0,8
Autres groupes et catégories d'animaux	1,0

5 Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C = 0,8. Ce facteur ne s'applique pas au chien. Le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

5.7.5.5 Type de projet (tableau E, paramètre e)

[Nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales]

Augmentation[6] jusqu'à . . .	**Paramètre E**	**Augmentation jusqu'à …**	**Paramètre E**
10 ou moins	0,50	181-185	0,76
11-20	0,51	186-190	0,77
21-30	0,52	191-195	0,78
31-40	0,53	196-200	0,79
41-50	0,54	201-205	0,80
51-60	0,55	206-210	0,81
61-70	0,56	211-215	0,82
71-80	0,57	216-220	0,83
81-90	0,58	221-225	0,84
91-100	0,59	226 et plus ou nouveau projet	1,00=
101-105	0,60		
106-110	0,61		
111-115	0,62		
116-120	0,63		
121-125	0,64		
126-130	0,65		
131-135	0,66		
136-140	0,67		
141-145	0,68		
146-150	0,69		
151-155	0,70		
156-160	0,71		
161-165	0,72		
166-170	0,73		
171-175	0,74		
176-180	0,75		

6 À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E = 1.

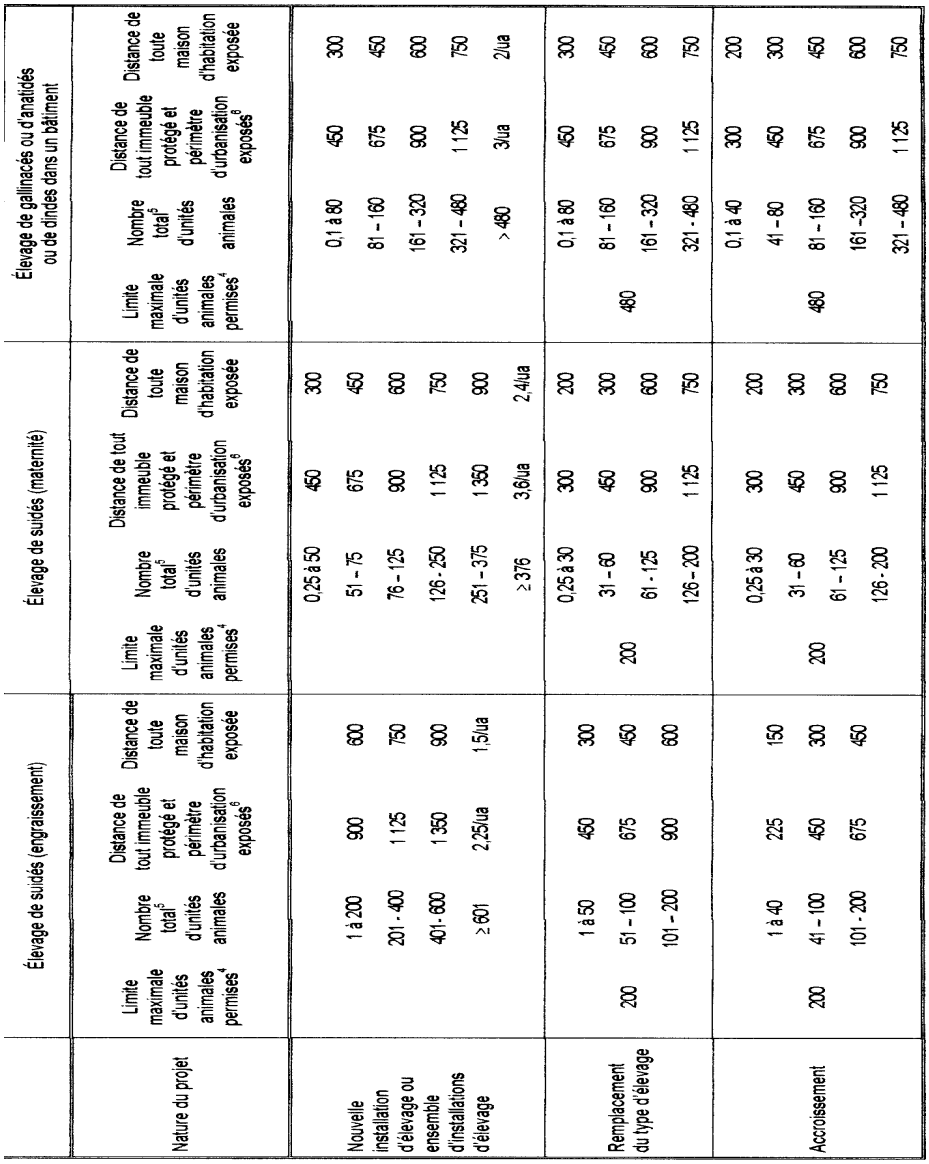
5.7.5.6 Facteur d'atténuation (tableau F, paramètre f)

$F = F_1 \times F_2 \times F_3$

Technologie	**Paramètre F**
Toiture sur lieu d'entreposage	**F_1**
- Absente	1,0
- Rigide permanente	0,7
- Temporaire (couche de tourbe, couche de plastique)	0,9
Ventilation	**F_2**
- Naturelle et forcée avec multiples sorties d'air	1,0
- Forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit	0,9
- Forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques	0,8
Autres technologies	**F_3**
Les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée.	Facteurs à déterminer lors de L'accréditation.

5.7.6 NORMES DE LOCALISATION POUR UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE OU UN ENSEMBLE D'INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE AU REGARD D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ OU D'UN PÉRIMÈTRE D'URBANISATION EXPOSÉS AUX VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ

(Les distances sont exprimées en mètres)



Nature du projet	Élevage de suidés (engraissement)				Élevage de suidés (maternité)				Élevage de gallinacés ou d'anatidés ou de dindes dans un bâtiment			
	Limite maximale d'unités animales permises[4]	Nombre total[5] d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[6]	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises[4]	Nombre total[5] d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[6]	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises[4]	Nombre total[5] d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[6]	Distance de toute maison d'habitation exposée
Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installations d'élevage		1 à 200	900	600		0,25 à 50	450	300		0,1 à 80	450	300
		201 - 400	1 125	750		51 – 75	675	450		81 – 160	675	450
		401- 600	1 350	900		76 – 125	900	600		161 – 320	900	600
		≥ 601	2,25/ua	1,5/ua		126 - 250	1 125	750		321 – 480	1 125	750
						251 – 375	1 350	900		> 480	3/ua	2/ua
						≥ 376	3,6/ua	2,4/ua				
Remplacement du type d'élevage		1 à 50	450	300		0,25 à 30	300	200		0,1 à 80	450	300
	200	51 – 100	675	450	200	31 – 60	450	300	480	81 – 160	675	450
		101 – 200	900	600		61 - 125	900	600		161 – 320	900	600
						126 – 200	1 125	750		321 - 480	1 125	750
Accroissement		1 à 40	225	150		0,25 à 30	300	200		0,1 à 40	300	200
	200	41 – 100	450	300	200	31 – 60	450	300	480	41 – 80	450	300
		101 - 200	675	450		61 – 125	900	600		81 – 160	675	450
						126 - 200	1 125	750		161 -320	900	600
										321 – 480	1 125	750

[4] Dans l'application des normes de localisation prévues à la présente annexe, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visée à cette annexe doit être considérée comme un nouvel établissement de production animale.

[5] Nombre total : la quantité d'animaux contenus dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand nombre d'unités animales, sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.

[6] Exposé : qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par deux lignes droites parallèles imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production animale et prolongées à l'infini dans la direction prise par un vent dominant d'été, soit un vent soufflant plus de 25 % du temps dans une direction durant les mois de juin, juillet et août réunis, tel qu'évalué à la station météorologique la plus représentative de l'emplacement d'un établissement d'une unité d'élevage.

5.7.7 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX NOUVELLES RÉSIDENCES CONSTRUITES DANS LES AFFECTATIONS AGRICOLES DYNAMIQUES, AGRICOLES ET AGROFORESTIÈRES (Ajout selon R. 2014-06-243, art.16)

5.7.7.1 Distances séparatrices relatives à une installation d'élevage existante

L'implantation d'une nouvelle résidence à l'intérieur des affectations agricoles dynamiques, agricoles et agroforestières est assujettie à des distances séparatrices minimales à l'égard de toute installation d'élevage existante. Ces distances apparaissent au tableau ci-dessous. Advenant le cas où la distance séparatrice signifiée au certificat d'autorisation émis par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) est plus grande que celle indiquée au tableau ci-dessous, c'est la distance indiquée dans le certificat d'autorisation du MDDEFP qui s'applique pour l'implantation de la nouvelle résidence.

Distances séparatrices minimales applicables entre une nouvelle résidence et une Installation d'élevage existante

Type de production	Unités animales	Distance minimale requise (Mètres)
Bovine	Jusqu'à 225	150
Bovine (engraissement)	Jusqu'à 400	182
Laitière	Jusqu'à 225	132
Porcine (maternité)	Jusqu'à 225	236
Porcine (engraissement)	Jusqu'à 599	322
Porcine (maternité et Engraissement)	Jusqu'à 330	267
Poulet	Jusqu'à 225	236
Autres productions	Distances prévues par les orientations du gouvernement pour 225 Unités animales	150

De plus, la nouvelle résidence, implantée selon les distances requises au tableau précédent, ne pourra être prise en compte lors du calcul des distances séparatrices applicables à un projet d'agrandissement d'une installation d'élevage existante à la date de la délivrance du permis de construction. Cette disposition relève d'une entente avec les Fédérations de l'UPA présentes sur le territoire de la MRC des Appalaches.

5.7.7.2 Distances séparatrices relatives à un champ en culture

L'implantation d'une nouvelle résidence sur une unité foncière vacante, située à l'intérieur des affectations agricoles dynamiques, agricoles et agroforestières, doit respecter une marge de recul minimale de 30 mètres d'un champ en culture d'une propriété voisine.
Lorsqu'il s'avère impossible de respecter cette distance de 30 mètres d'un champ en culture, la résidence ainsi construite ne pourra être considérée dans l'application des distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme telles qu'établies au tableau de l'article 5.7.4.

5.8 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉOLIENNE À DES FINS COMMERCIALES ET DE MESURES D'ÉOLIENNES (Ajout selon R. 2023-11-290, art.8)

5.8.1 SPÉCIFICATION RELATIVE AU LOTISSEMENT

L'implantation de mât de mesure et l'implantation d'une éolienne ne nécessitent pas que le terrain sur lequel doit être érigée une éolienne projetée forme un ou plusieurs lots distincts dans les plans officiels du cadastre.

5.8.2 IMPLANTATION D'UN MÂT DE MESURE

Lors de l'implantation de tout mât de mesure, un avis écrit doit être déposé à la municipalité. L'avis doit mentionner l'identification cadastrale du lot concerné, la coordonnée géographique de l'emplacement du mât de mesure, le nom et les coordonnées de l'exploitant.

5.8.3 IMPLANTATION D'ÉOLIENNES COMMERCIALES

L'implantation d'éoliennes commerciales est autorisée dans les affectations suivantes :

- Forestière ;
- Agricole ;
- Agroforestière de type 1 ;
- Agroforestière de type 2 ;

- Îlot déstructuré avec morcellement ;
- Îlot déstructuré sans morcellement ;
- Minière.

5.8.4 PROTECTION DES HABITATIONS

Aucune éolienne commerciale ne doit être située à moins de 750 mètres de toute habitation. Inversement, aucune nouvelle habitation ne peut être implantée à moins de 750 mètres d'une éolienne commerciale.

5.8.5 LES IMMEUBLES PROTÉGÉS

Aucune éolienne commerciale ne doit être implantée à moins de 1 000 mètres d'un immeuble protégé. Dans les cas de cours d'eau, lac et milieu humide, une éolienne ne pourra être implantée à moins de 60 mètres.

5.8.6 BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE AGRICOLE, ENCLOS ET CABANE À SUCRE

Afin de protéger les productions agricoles et d'éliminer toute contrainte à un agrandissement éventuel, aucune éolienne commerciale ne pourra être implantée à moins de 550 mètres de tout bâtiment d'élevage agricole, enclos ou cabane à sucre.

5.8.7 PROTECTION DES ÉRABLIÈRES

Il est interdit d'implanter une éolienne commerciale à l'intérieur d'une érablière en production, ou à moins de 100 mètres d'une telle érablière. Il est interdit d'aménager un chemin d'accès à une éolienne à l'intérieur d'une telle érablière. Il est également interdit d'aménager une infrastructure de transport d'électricité à l'intérieur d'une telle érablière.

Malgré le premier alinéa, il est permis d'implanter une éolienne commerciale dans une Érablière dans l'un des cas suivants :

- Le propriétaire du terrain accepte cette contrainte et signe un bail avec la compagnie à cet effet

- Elle n'est pas en production ou entre 0 et 50 mètres d'une érablière en Production si des mesures de mitigation visant à atténuer les impacts

Physiques sur le peuplement d'érables sont réalisés. Les impacts appréhendés Et les mesures de mitigation sont les suivants :

ACTIVITÉ	IMPACTS APPRÉHENDÉS	MESURES DE MITIGATION
Déboisement	Chablis et assèchement à l'intérieur de l'érablière contiguë à l'espace coupé, stress hydrique.	Plantation d'arbres d'essences à croissance rapide et de conifère de gros calibre (+ de 3 mètres) à la marge de l'espace coupé, afin de limiter le plus rapidement possible les effets du Vent.
Excavation et camionnage	Bris des racines des érables situées à la marge : infestation par champignons p a t h o g è n e s Puis dépérissement des érables.	Plantation d'érables à sucre de gros calibre à l'intérieur de l'érablière, à la marge de l'espace coupé, afin de remplacer à long terme les érables qui seront affectées.
Aménagement de l'infrastructure de transport de L'électricité	Enfouissement des fils : Les impacts sur les racines tels que décrit ici-haut.	Plantation d'érables à sucre de gros calibre à l'intérieur de l'érablière, à la marge de l'espace coupé, afin de remplacer à long terme les érables qui Seront affectés.

5.8.8 CORRIDORS TOURISTIQUES

Dans une optique de préserver les qualités visuelles des paysages ainsi que des panoramas sur plusieurs routes intermunicipales et municipales, les conditions d'implantation suivantes doivent être respectées :

- Aucune éolienne commerciale ne peut être implantée près des routes à l'intérieur des distances prescrites suivantes :

  - Routes 112 et 271 : 500 mètres de l'emprise.
  - Toutes autres routes : 300 mètres de l'emprise.

5.8.9 IMPLANTATION ET HAUTEUR DES ÉOLIENNES

L'implantation d'éolienne commerciale ou d'un mât de mesure est permis sur un lot seulement si les propriétaires concernés ont accordé leur autorisation par écrit quant à l'utilisation du sol et de l'espace situé au-dessus du sol (espace aérien). Tout éolienne commerciale doit être implantée de façon que l'extrémité des pales soit toujours située à Une distance supérieure à 20 mètres d'une limite de propriété.

5.8.10 COULEUR

Afin de minimiser l'impact visuel des éoliennes commerciales sur le paysage environnant, celles-ci devront être de couleur blanche ou grise et être de forme longiligne et tubulaire.

5.8.11 IDENTIFICATION

La nacelle de l'éolienne commerciale est le seul endroit où l'identification du promoteur et/ou du principal fabricant est permise, que ce soit par un symbole, un logo ou par des mots. Seuls les côtés de la nacelle peuvent être identifiés.

5.8.12 ENFOUISSEMENT DES FILS

L'implantation des fils électriques reliant les éoliennes commerciales doit être souterraine. Toutefois, le raccordement peut être aérien s'il est démontré que le réseau de fils doit traverser une contrainte tels un cours d'eau, un secteur marécageux, un affleurement rocheux ou tout autre type de contrainte physique.

L'implantation souterraine ne s'applique pas au câblage électrique longeant les voies publiques de circulation lorsqu'une ligne aérienne de transport d'énergie électrique existe en bordure du chemin public et qu'elle peut être utilisée. Dans ces cas, le filage des éoliennes commerciales doit monter sur les poteaux de réseau de distribution existant.
Si les fils ou câbles sont enfouis dans l'emprise et/ou la voie publique, la compagnie devra obligatoirement venir repérer, enlever et replacer leur fil ou câble lors de travaux de réparation ou réfection de chemins. Il est bien entendu que la compagnie demeure entièrement responsable de ses câbles ou fils enfouis ou aériens.

L'implantation du filage électrique devra être souterraine sur les terrains déboisés ayant servi d'aire de travail pour le montage des éoliennes commerciales et des postes de raccordement.
En milieu forestier, l'enfouissement de tous les fils électriques doit se faire à l'intérieur de l'emprise du chemin d'accès, permanent ou temporaire, aménagé pour les fins de l'entretien des éoliennes commerciales, de façon à limiter le déboisement.

Que ce soit en milieu agricole, forestier ou de villégiature, il est entendu que si un désordre électrique (tensions parasites) survient à la suite de l'installation de ces fils ou de ces câbles, la compagnie devra corriger le problème dans un délai d'au plus 3 mois.
Toute implantation de filage électrique non conforme aux présentes dispositions peut être autorisée s'il est démontré que le respect des présentes normes n'est pas réalisable techniquement ou jugé non nécessaire considérant les particularités du site. Les travaux devront toutefois être réalisés en s'inspirant des présentes normes (exemple : un milieu forestier exploité)

5.8.13 CHEMIN D'ACCÈS

Un chemin d'accès menant à une éolienne commerciale peut être aménagé moyennant le Respect des dispositions suivantes :

- La largeur maximale de l'emprise ne peut excéder 20 mètres.
- La surface de roulement ne peut excéder 12 mètres.

Un chemin d'accès doit être implanté à une distance supérieure à 1.5 mètre d'une ligne de terrain d'un propriétaire voisin à l'exception d'un chemin d'accès mitoyen. Dans ce cas, l'autorisation écrite du propriétaire ou des propriétaires des terrains concernés est nécessaire à l'aménagement de ce chemin.

L'entretien des fossés des chemins d'accès permanent devra se faire selon la norme du Ministère des Transports MTQ1401.
Les fossés de drainage des chemins d'accès permanent se déversant dans un cours d'eau ou un lac identifié aux fichiers numériques de la base de données territoriales du Québec (BDTQ) à l'échelle 1 : 20 000 du ministère des Ressources naturelles, doivent être muni d'un bassin de sédimentation afin de limiter l'apport de sédiment au cours d'eau.

Lors de la période des travaux de construction des chemins d'accès et des structures de support des éoliennes commerciales, les mesures suivantes doivent être mises en place afin de limiter l'apport de matières en suspension provenant des sols mis à nu et excavés.

- Barrière à sédiments fins en ballots de paille et/ou en géotextile ;
- Berne de rétention ;
- Trappe à sédiments ;
- Canal dissipateur et/ou intercepteur ;
- Tapis végétaux et paillis.

5.8.14 POSTE DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ

Afin de minimiser l'impact visuel des éoliennes commerciales sur le paysage environnant, tout poste de raccordement devra être entouré d'une plantation d'arbres.

5.8.15 DÉMANTÈLEMENT

Lorsque l'exploitation d'une éolienne commerciale ou d'un parc éolien est terminée, les Dispositions suivantes devront être prises par le propriétaire des équipements :

a) Les installations devront être démantelées dans un délai de 24 mois ;

b) À la fin du délai de 24 mois, le site d'exploitation devra avoir retrouvé son état naturel d'origine. Des mesures d'ensemencement antiérosives devront être utilisées pour assurer la stabilisation du sol ;

c) Lors du démantèlement des parcs éoliens, tous les fils électriques ainsi que leurs supports devront être obligatoirement retirés du sol, qu'il s'agisse de fils enfouis ou aériens ;

d) Les chemins d'accès au site et les chemins qui permettent de relier une éolienne à une autre n'est pas tenus d'être remis en état tel que le site se présentait avant la phase de construction de l'éolienne. Ils doivent toutefois être remis en état de fonctionnement si le démantèlement d'une éolienne et l'évacuation de ses composantes a causé des bris aux dits chemins ;

e) Les infrastructures de transport de l'électricité installées lors de la phase de construction d'une éolienne ne sont pas tenues d'être démantelées si elles servent toujours au transport de l'électricité. À ce titre, elles devront faire l'objet d'une désignation notariée et enregistrée. Autrement, elles doivent être démantelées et le site doit être remis en état. Le sol doit être remis en état pour la culture si telle était l'utilisation du sol avant l'implantation de l'infrastructure. Également, le terrain doit être reboisé si telle était l'utilisation du sol avant l'implantation de l'infrastructure. Le reboisement doit être effectué selon des méthodes reconnues avec des essences présentes avant la phase de construction de l'éolienne ou avec des essences compatibles avec le milieu environnant actuel ;

f) Lors du démantèlement des parcs éoliens, la compagnie devra mandater une firme externe afin de prouver à la municipalité, par des prélèvements, que le sol n'est pas contaminé. Les analyses devront être effectuées par un laboratoire indépendant et reconnu par le MDDEP pour les paramètres à analyser. S'il advient que le sol s'avère contaminé, la compagnie devra remédier à la situation et justifier sa démarche par le biais d'une firme externe.

CHAPITRE 6 CONSTRUCTIONS ET USAGES DEROGATOIRES

6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent chapitre régit les constructions et les usages dérogatoires aux dispositions des règlements de zonage ou de construction, mais protégés par droits acquis.

Ces constructions et usages ont été groupés sous trois (3) rubriques :

a) Construction dérogatoire : il s'agit d'une construction dérogatoire quant à son implantation aux dispositions du règlement de zonage ou dérogatoire aux dispositions du règlement de construction ;

b) Usage dérogatoire d'une construction : usage exercé à l'intérieur d'une construction et dérogatoire aux dispositions du règlement de zonage.

c) Utilisation du sol dérogatoire : usage exercé sur un terrain à l'exclusion de tout bâtiment et dérogatoire aux dispositions du règlement de zonage.

6.2 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À UNE CONSTRUCTION DÉROGATOIRE

6.2.1 EXTENSION OU MODIFICATION

L'extension ou la modification d'une construction dérogatoire est autorisée en autant qu'une telle extension ou modification soit conforme aux dispositions des règlements de zonage et de construction.

D'aucune façon, le présent article ne peut être interprété comme permettant la création d'une nouvelle dérogation ou l'aggravation d'une dérogation existante.

De plus, toute construction dérogatoire protégée par droits acquis, qui est modifiée de manière à la rendre conforme, ne peut plus, par la suite, être modifiée pour la rendre à nouveau non conforme. Également, toute construction dérogatoire protégée par droits acquis qui est modifiée de manière à réduire sa non-conformité, sans cependant la faire disparaître, ne peut être, par la suite, modifiée pour faire réapparaître les éléments de non-conformité disparus.

6.2.2 REMPLACEMENT

Toute construction dérogatoire protégée par droits acquis ne peut être remplacée par une autre construction dérogatoire.

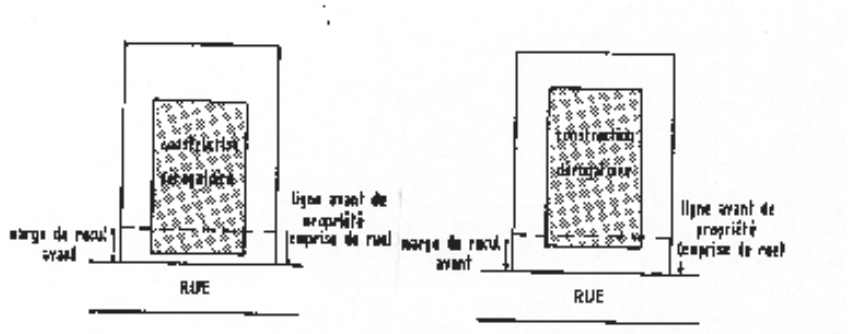
Cependant, si une construction dérogatoire protégée par droits acquis est un bâtiment principal et que ce bâtiment est détruit ou devenu dangereux à plus de 50% de sa valeur par suite d'un incendie ou de quel qu'autre cause, sa reconstruction ou sa réfection peut être effectuée sur les mêmes fondations pourvu que le remplacement n'ait pas pour effet d'augmenter la ou les dérogations.

6.2.3 DÉPLACEMENT

Lorsqu'il s'avère impossible de respecter la marge de recul avant prescrite au règlement de zonage, une construction dont l'implantation est dérogatoire peut être déplacée même si son implantation demeure dérogatoire pour donner suite à son déplacement, pourvu que :

a) Le déplacement a pour effet de réduire la dérogation relative à la marge de recul avant ;

b) Le déplacement ne doit pas avoir pour conséquence d'obliger le propriétaire concerné à obtenir de ses voisins des servitudes de droit de vue.



Implantation d'un bâtiment
Avant le déplacement

Implantation d'un bâtiment
Après le déplacement

6.2.4 RÉPARATION

Une construction dérogatoire peut être réparée et entretenue de façon convenable pour servir à l'usage auquel elle est affectée et ne pas devenir une menace à la santé ou à la sécurité sans toutefois aggraver la dérogation.

6.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À UN USAGE DÉROGATOIRE D'UNE CONSTRUCTION

6.3.1 ABANDON, CESSION OU INTERRUPTION

Lorsqu'un usage dérogatoire d'une construction a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pendant une période de deux (2) ans, on ne peut de nouveau exercer un tel usage sans se conformer aux dispositions du règlement de zonage et il n'est plus alors possible de revenir à l'usage antérieurement exercé.

6.3.2 REMPLACEMENT

Un usage dérogatoire ne peut être remplacé par un autre usage dérogatoire.

De plus, tout usage dérogatoire qui est remplacé par un usage conforme ne peut plus, par la suite, être remplacé de manière à le rendre de nouveau non conforme.

6.3.3 EXTENSION D'UN USAGE DÉROGATOIRE

(Ajout selon R. 2005-06-204, art.4), (Modifié selon R. 2014-06-243, art.17)

L'extension d'un usage dérogatoire protégée par des droits acquis est autorisée.
Si la localisation de l'usage dérogatoire protégé par des droits acquis est située en zone agricole permanente, l'extension est autorisée seulement si la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAAQ) autorise une telle extension.

6.4 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À UNE UTILISATION DÉROGATOIRE DU SOL

6.4.1 ABANDON, CESSION OU INTERRUPTION

Lorsqu'une utilisation dérogatoire du sol a été abandonnée, a cessé ou a été interrompue pendant une période de deux (2) ans, on ne peut de nouveau exercer une telle utilisation sans se conformer aux dispositions du règlement de zonage et il n'est plus possible alors de revenir à l'utilisation antérieurement exercée.

6.4.2 REMPLACEMENT

Une utilisation dérogatoire du sol ne peut être remplacée par une autre utilisation dérogatoire.

6.4.3 EXTENSION D'UNE UTILISATION DÉROGATOIRE DU SOL

(Remplacé selon R. 2005-06-204), (Modifié selon R. 2014-06-243, art.18)

L'extension d'une utilisation dérogatoire du sol protégée par des droits acquis est Autorisée.

Si la localisation de l'usage dérogatoire protégé par des droits acquis est située en zone agricole permanente, l'extension est autorisée seulement si la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAAQ) autorise une telle extension.

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS FINALES

7.1 INFRACTIONS ET PEINES

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible des recours et sanctions stipulés aux articles 52, 53 et 54 du Règlement administratif en matière d'urbanisme ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction.
(Remplacement selon R.2025-02-299, art.3)

7.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

7.2.1 VALIDITÉ

Le conseil décrète l'adoption du présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, sous-section par sous-section, article par article, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe, alinéa par alinéa et sous-alinéa par sous-alinéa, de manière à ce que, si un chapitre, une section, une sous-section, un article, un paragraphe, un sous-paragraphe, un alinéa ou un sous-alinéa du présent règlement était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du règlement continuent de s'appliquer.

7.2.2 RÈGLEMENT REMPLACÉ

- Tout le règlement ou toute partie du règlement concernant le zonage, est remplacé par le présent règlement.

- De ce fait, sont particulièrement remplacées par le présent règlement, les parties du règlement no. 89-08-151 relatives au zonage.

- Est également remplacée toute autre disposition d'un règlement municipal antérieur et incompatible avec une disposition du présent règlement.

- Ces remplacements n'affectent pas les procédures intentées sous l'autorité d'un règlement ou partie d'un règlement remplacé.

- Ces remplacements n'affectent également pas les autorisations émises sous l'autorité d'un règlement ou d'une partie de règlement ainsi remplacé.

7.2.3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

FAIT ET PASSE EN LA MUNICIPALITE DE SACRE-COEUR-DE-JESUS

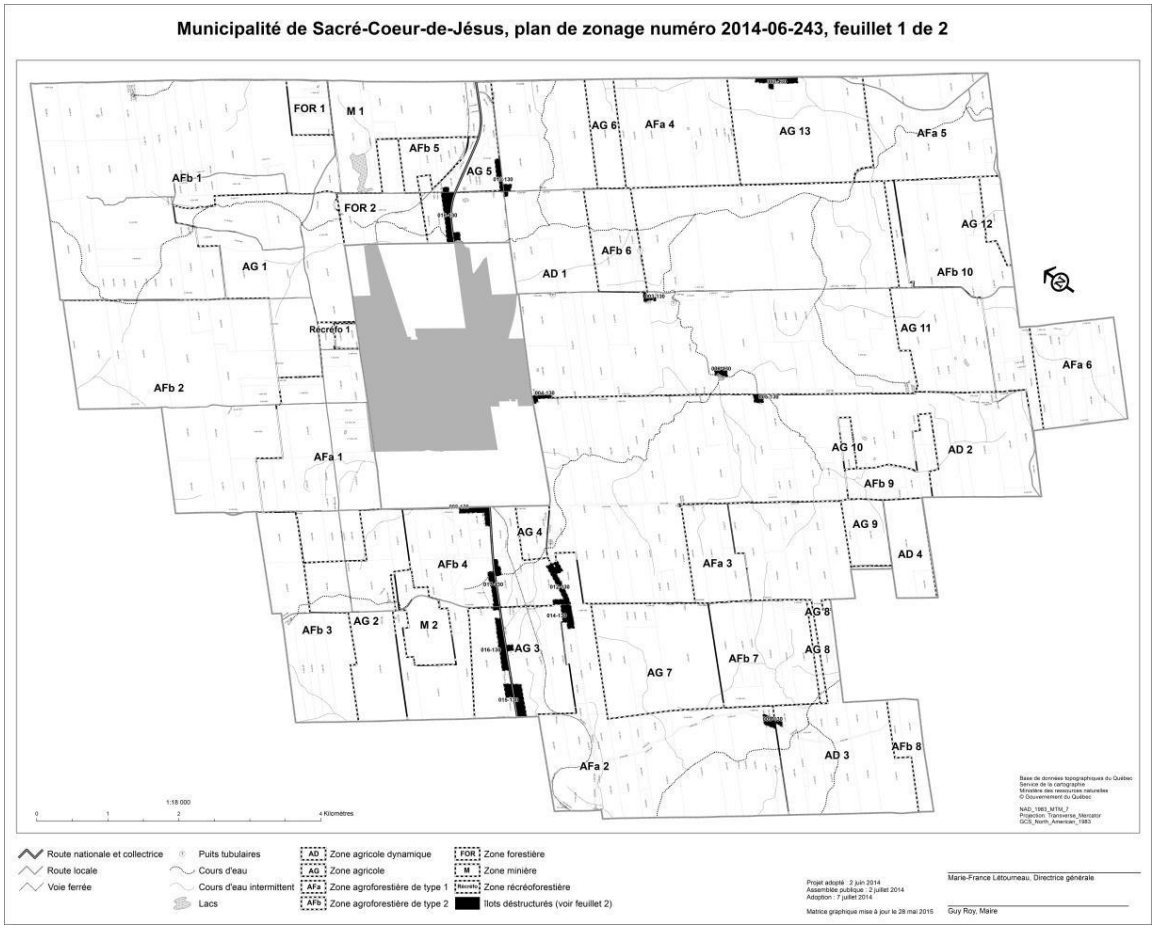
CE _____DE _____

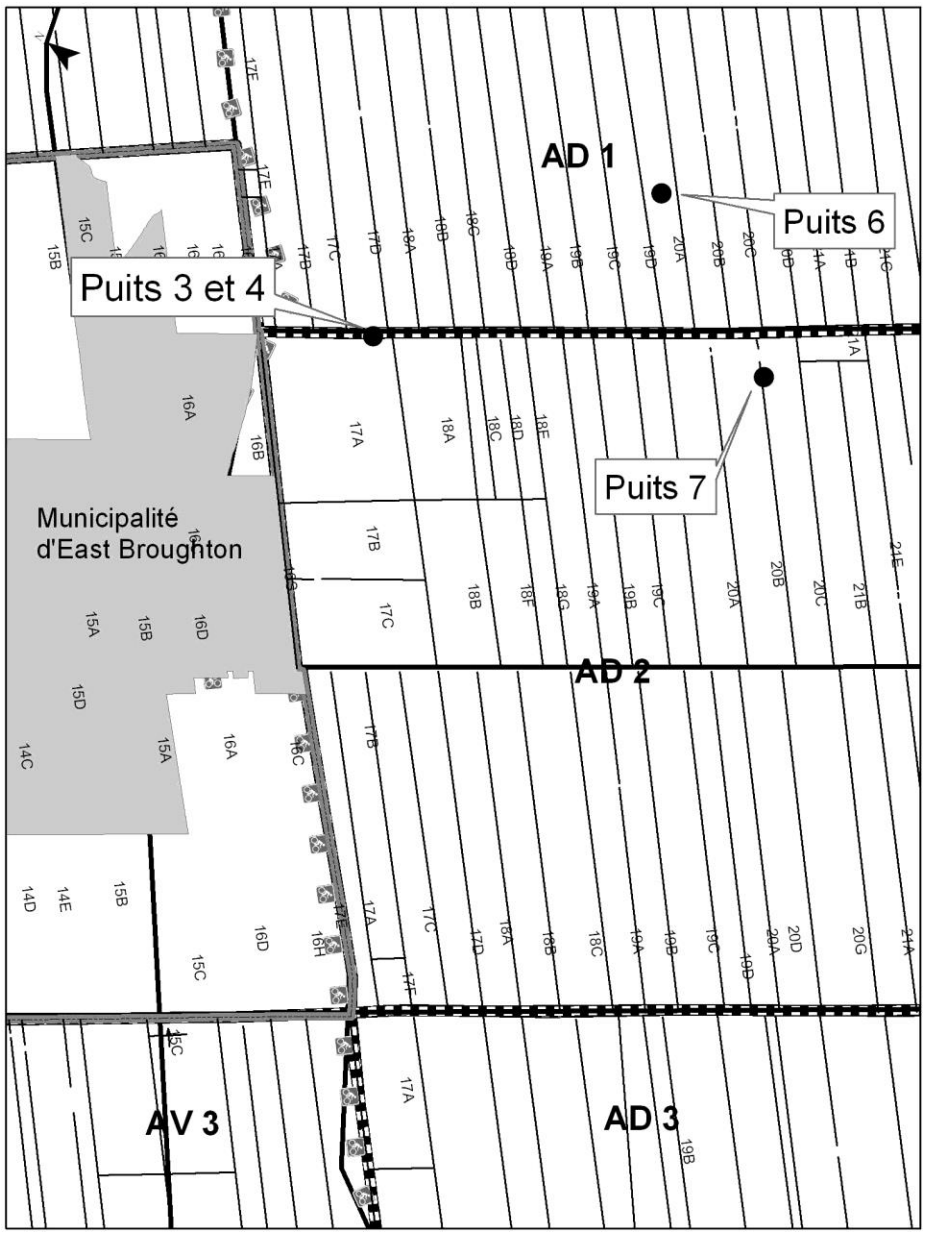
_____MAIRE

_____SECRETAIRE-TRESORIER

Annexe A Plan parcellaire 2007-10-215-A modifiant le plan de zonage 31130-Z-193

(Modifié selon R.92-05-167, art.2), (Modifié selon R.99-02-179, art.8), (Modifié selon R. 2007-10-215, art.3 et 4), (Modifié selon R. 2014-06-243, art.3)



Plan parcellaire 2007-10-215-B modifiant le plan de zonage 31130-Z-193

(Modifié selon R. 2007-10-215, art.5)